

# Raouraoua, expert en manip'

Page 24

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4123 - Jeudi 16 mars 2017 - Prix : 10 DA

Rencontre des établissements hospitaliers spécialisés

## Les instructions de Boudiaf aux directeurs de santé

Page 2



Edition et publicité entre enjeux et perspectives

## Djamel Kaouane : le livre électronique bientôt sur le marché

Page 2

### Echec et mat à la campagne de vaccination

Par Mohamed Habili

La campagne de vaccination menée dans les écoles contre la rougeole et la rubéole s'est terminée hier dans la même confusion qu'à ses débuts, il y a moins de deux semaines. Les assurances données par les autorités sanitaires n'ont pas réussi à faire tomber la défiance de la plus grande partie des parents d'élèves, attitude qui s'était manifestée dès le premier jour aux quatre coins du pays, et à quoi visiblement les organisateurs de la campagne ne s'attendaient pas, comme en témoigne en premier lieu leur défaut de communication préalablement à cette dernière. Il n'est pas besoin d'attendre les conclusions auxquelles aboutiront les services concernés pour savoir qu'elle a été un échec retentissant. En effet, sur les 7 millions d'élèves visés, un peu plus d'un million seulement en ont bénéficié, ainsi que l'a spécifié le ministre de la Santé en personne. Il n'en reste pas moins du plus grand intérêt de cerner les raisons de cet échec. C'est qu'on ne connaît pas d'exemple d'une opposition aussi massive des parents à une campagne publique de cet ordre. A priori, s'il y avait une chose qui ne devait pas poser de problème, c'était bien une campagne de vaccination. Le projet, des plus louables, était d'éradiquer la rougeole et la rubéole, comme l'a déjà été la polio-myéélite, et dans le même temps peut-être de se faire bien noter par l'OMS.

Suite en page 3

A 20 jours du début de la campagne électorale

# L'enjeu de la participation pèse sur les législatives



Les partis et candidats indépendants en lice pour les législatives du 4 mai prochain débiteront officiellement leur campagne électorale le 9 avril. Durant 20 jours, les participants doivent convaincre les citoyens d'aller voter et les appels à une large participation s'intensifient. Lire page 3

Modernisation d'Air Algérie

## Boudjemaa Talai annonce le lancement d'une feuille de route

Page 3

Inaugurée à Alger

## Une exposition de photos dédiée à la femme

Page 13

Edition et publicité entre enjeux et perspectives

# Djamel Kaouane : le livre électronique bientôt sur le marché

■ Dans le cadre des mesures récentes prises par l'Entreprise nationale de communication, édition et de publicité (Anep) en vue de promouvoir le livre en Algérie et donner un coup de neuf à l'activité culturelle, la mise sur le marché du livre électronique est pour bientôt, a déclaré, hier à Alger, son président-directeur général, Djamel Kaouane.

Par Yacine Djadel

Intervenant dans le cadre de l'émission culturelle de la Chaîne 1 de la Radio nationale au centre Aïssa-Messaoudi, il ne s'est pas prononcé sur la date exacte du lancement du E-book. Néanmoins, les détails techniques ainsi que l'ensemble des conditions seront incessamment réglés pour son entrée en vigueur. «Nous attendons la mise en place du E-paiement pour le livre électronique ainsi que la saisie des contenus algériens. Le cadre juridique pour la sécurité de la propriété intellectuelle et les droits d'auteur sont aussi très importants lors des téléchargements de ces données», a-t-il expliqué. L'essentiel pour ce projet est son aboutissement final, a-t-il ajouté. Au sujet de la place dont jouit le livre dans les milieux culturels et éditoriaux algériens, le P-DG de l'Anep a tenu à rappeler que le problème du livre reste celui de la «distribution». Le problème touche tout le circuit de l'édition, de l'auteur jusqu'à son arrivée chez le simple lecteur. C'est une problématique que connaît tout le territoire national, a précisé M.



Kaouane. Selon lui, le manque de librairies à l'heure actuelle, vu que la plupart ont fermé, est l'une des causes du manque de circulation des livres. Pour remédier à cela, l'Anep a commencé à ouvrir, dans diverses régions du pays, des librairies. Un projet pour les 48 wilayas, à l'instar de celle de Chaïb Dzair de la capitale. Des librairies mais pas uniquement, a-t-il insisté. «Les

librairies comme Chaïb Dzair ne se résument pas à de simples espaces de vente dédiée au livre, mais sont plutôt un lieu de débat et d'échange culturel, un endroit d'expression pour les jeunes Algériens désirant créer et produire dans le monde du livre», a-t-il fait savoir. A Oran, Ouargla, Béjaïa, Annaba, etc., des librairies de l'Anep sont déjà ouvertes pour redonner sa réelle

place au livre aux yeux de la société. Cela s'étendra progressivement à toutes les wilayas, a souligné le premier responsable de l'entreprise. Par ailleurs, s'exprimant longuement sur le contexte actuel de l'édition en Algérie, il a particulièrement abordé la question de la crise de la publicité dont souffrent actuellement plusieurs organes de presse. Effectivement, avec la

diminution des subventions par l'Anep, le monde de la presse a de plus en plus de mal à maintenir sa diffusion. A ce propos, M. Kaouane n'a pas manqué de rappeler le soutien permanent de l'entreprise nationale, et ce, malgré les temps durs. Il a précisé que «l'Anep est avant tout une entreprise publique qui fait dans la régulation lorsqu'il y a de la publicité, on donne à tout le monde. Lorsque ce n'est pas le cas, les temps s'avèrent difficiles pour l'ensemble. Toutefois, en dépit de cette conjonction qui certes est restrictive, je tiens à rappeler que l'Anep est un allié fidèle de la presse algérienne. Il faut que celle-ci le reconnaisse. Un taux de 18 à 20% de la publicité publique est subventionnée par l'entreprise». La crise de la publicité est aussi mondiale et ne concerne pas uniquement notre pays. Par conséquent, c'est à la presse algérienne de s'acclimater aux nouvelles exigences de l'époque, a laissé entre le P-DG de l'Anep. «Je vais parler avec réserve, mais je pense que l'avenir est dans la presse électronique», a-t-il conclu.

Y. D.

Rencontre des établissements hospitaliers spécialisés

## Les instructions de Boudiaf aux directeurs de santé

De notre envoyée spéciale à Annaba Louiza Ait Ramdane

Le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, a invité, hier, les directeurs de santé des wilayas du pays à prendre les dispositions relevant de leur domaine de compétence pour accompagner le prochain événement des élections législatives, la période des examens, le mois de mois de ramadhan et la saison estivale. Mais il appelle aussi les gestionnaires à plus de rigueur et de détermination dans son secteur. Concrètement, le ministre les a invités à prendre des initiatives pour éviter des surprises lors des prochaines législatives. «Je ne veux pas de surprises», lance le ministre en direction de ses responsables. L'amélioration des services de gynécologie au niveau national et la prise en charge de la maternité, sachant que la période estivale enregistre le pic des naissances, étaient également parmi les directives du ministre. Le défi, selon le ministre, est de réduire le nombre de décès lors de l'accouchement qui reste tout de même élevé. «Il n'y a pas de raison pour que les choses n'avancent pas dans ce domaine. Un peu de sérieux», lance le ministre, rappelant que le

nombre de décès infantile est de 60 décès pour 100 000 chaque année. Boudiaf estime que si ses directives aux professionnels de la santé sont respectées, la mortalité infantile et maternelle sera réduite à 0%. Le ministre de la Santé veut aussi mettre fin au phénomène de deux femmes enceintes dans un seul lit dans les services de gynécologie. Il a également instruit les gestionnaires de son secteur à mettre fin au problème d'évacuation des malades d'une wilaya à une autre, sauf en cas de nécessité, notamment à Oum El Bouaghi, Souk Ahras et Mila. «Ce problème doit disparaître. Toute évacuation doit être impérativement accompagnée d'une lettre d'orientation», a-t-il souligné. Les directives du ministre consistent aussi en le respect des horaires de travail et de la garde, l'hygiène et l'environnement général de chaque structure de santé. «Soit vous travaillez à temps plein, soit vous dégagez», s'insurge Boudiaf qui s'interroge : «Pourquoi les interventions chirurgicales se déroulent uniquement la matinée ? Est-ce une manière de dire aux autres vous êtes libre le reste de la journée ?» Sur la question des congés, M. Boudiaf a instruit les responsables de veiller à ce que le



tableau des départs en congé assure la continuité des soins. Abdelmalek Boudiaf a énoncé trois interdits, celui des pannes d'équipements, de pénurie de médicaments et d'absentéisme. Le ministre s'est dit encore étonné qu'un simple problème de panne d'un quelconque matériel soit porté à la connaissance du ministre. «C'est anormal !», déclare le ministre. Il a égale-

ment mis en garde contre toute ingérence extérieure dans la gestion intérieure des structures de santé et appelle les gestionnaires à plus de rigueur dans la gestion de leur structure. «Je ne veux pas de personnes faibles. Je veux des personnes responsables. Finissons avec les comportements négatifs, celui qui n'est pas capable d'assurer n'a qu'à démissionner», lance-t-il. Le

ministre de la santé considère que tous les hôpitaux doivent disposer d'une nomenclature de produits pharmaceutiques, insistant sur le développement de l'industrie pharmaceutique afin d'assurer une dépendance en médicaments. La relance de la greffe rénale était aussi parmi les recommandations du ministre qui appelle les professionnels de son secteur à travailler sérieusement sur ce créneau. «Arrêtons de jouer et passons à la vitesse supérieure concernant la greffe, pour soulager le patient». Le ministre de la Santé a exprimé sa colère contre certains gestionnaires qui gèrent un secteur névralgique sans même posséder «un projet d'établissement». «Comment un responsable pourra évaluer le rendement de sa structure si cette même structure ne possède pas un projet d'établissement ?», s'est-il interrogé, précisant que «celui qui n'a pas un projet pour sa structure n'a qu'à partir». Le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, a fait savoir qu'à partir du mois d'avril prochain, des inspections débuteront dans les 48 wilayas afin de procéder à l'évaluation du degré d'application de ses instructions concernant l'informatisation des structures de santé.

L.A.R.

A 20 jours du début de la campagne électorale

# L'enjeu de la participation pèse sur les législatives

■ Les partis et candidats indépendants en lice pour les législatives du 4 mai prochain débiteront officiellement leur campagne électorale le 9 avril. Durant 20 jours, les participants doivent convaincre les citoyens d'aller voter et les appels à une large participation s'intensifient.

Par Nacera C.

Après le ministre de l'Intérieur, Nourredine Bedoui, qui a appelé mardi les partenaires politiques à convaincre les Algériens d'aller voter, hier c'était au tour du président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, qui a appelé à redoubler d'efforts pour «inciter le citoyen à une participation record» aux prochaines législatives, car il s'agit, selon lui, d'un rendez-vous qui revêt une «importance extrême». Dans une allocution qu'il a prononcée lors de la réunion de la Commission des affaires juridiques consacrée à l'élaboration du règlement intérieur du Conseil, Bensalah dira qu'«il est nécessaire aujourd'hui, au moment où le peuple s'apprête à se rendre aux urnes, de redoubler d'efforts en vue d'inciter le citoyen à une participation record à ce rendez-vous électoral d'une extrême importance».

Selon lui, «une large participation populaire est à même de garantir des Assemblées élues représentatives et influentes, à la hauteur des espérances du peuple algérien».

Le président de la chambre haute du Parlement a rappelé la promulgation de la loi organique portant régime électoral et la création de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE) et sa constitutionnalisation qui sont, selon lui, des mesures qui attestent «assurément» de la bonne foi et du souci permanent «d'œuvrer à la garantie de la régularité et de la transparence des élections, pour le parachèvement de l'édification de l'Etat de droit».



Revenant sur l'adoption de la Constitution de février 2016, il a estimé que celle-ci vient finaliser la série de réformes «profondes» ayant inclut toutes les lois réglementant et confortant la pratique démocratique dans le pays, qu'il s'agit d'élections, de partis ou bien d'autonomisation de la femme dans le cadre des Assemblées élues. L'appel de Bensalah s'ajoute à celui lancé mardi par le ministre de l'Intérieur, Nourredine Bedoui, qui a annoncé que la campagne électorale en vue des législatives débutera le 9 avril pour s'achever le 30 du même mois. Il a

appelé les partis politiques et la société civile à «intensifier» les campagnes de sensibilisation au devoir de «large participation» des citoyens aux législatives. Selon le ministre, «convaincre les citoyens de voter est une responsabilité collective qui incombe aux pouvoirs publics, aux partis politiques et à la société civile».

Pour Bedoui, qui présentait un exposé devant les membres de la commission des affaires juridiques du Conseil de la Nation sur les préparatifs liés au scrutin du 4 mai, les législatives permettront de conforter les ins-

titutions de l'Etat et de poursuivre la construction démocratique. Il a appelé les partenaires politiques à «donner une leçon à ceux qui veulent porter atteinte au pays et qui mettent en doute sa capacité à poursuivre la construction démocratique».

Pour l'animation des meetings, 4 734 espaces publics ont été réservés. Cependant, certains semblent déjà préférer les réseaux sociaux pour mener leur campagne, en postant les photos de leurs candidats et des images sur les sorties de proximité effectuées par des chefs de parti. Selon les chiffres de Bedoui, le nombre global des candidats aux législatives est de 12 591 portés sur 1 088 listes dont 797 listes appartenant à 63 partis et 163 listes d'indépendants, outre 128 autres issues des alliances. Les candidats sont au nombre 8 646, soit un taux de 68,67% du total des candidats contre 3 945 candidates avec un taux de 31,33%. S'agissant de l'âge, 1 158 candidats sont âgés de moins de 30 ans et 4 237 entre 31 et 40 ans. Les candidats âgés de 60 ans et plus s'élèvent à 795 candidats, soit un taux de 20,28%.

Pour ce qui est du niveau scolaire, 5 260 candidats n'ont pas le baccalauréat, dont 342 niveau primaire, 1 099 niveau moyen et 3 819 niveau secondaire. Ce qui montre que le niveau d'instruction n'est pas vraiment pris en considération dans le choix des candidats alors que le travail législatif demande un certain profil, car il s'agit de discuter des textes de loi qui gèrent les affaires du pays.

N. C.

Modernisation d'Air Algérie

## Boudjemaa Talai annonce le lancement d'une feuille de route

Air Algérie est une compagnie qui se porte mal financièrement au point de commencer à perdre de son capital. Une désorganisation qui impacte négativement la compagnie. Autant de mauvais signaux mis à l'index par le ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjemaa Talai. Autant de facteurs qui ont, quelque peu, motivé ce redémarrage de la compagnie Air Algérie sur de nouvelles bases plus solides. Afin de corriger les problèmes et les faiblesses, pour enfin choisir une stratégie dont l'objectif est de donner jour à une compagnie moderne, le ministre a annoncé le lancement d'une feuille de route pour la modernisation d'Air Algérie. «Une feuille de route comportant

les objectifs à atteindre à la faveur d'une opération de modernisation a été tracée», a-t-il indiqué. L'opération de modernisation accorde un intérêt accru notamment aux «volets liés à la gestion» et à «la maintenance», a-t-il expliqué, ajoutant qu'au regard de «sa dimension», de «son passé» et des «missions qui lui sont dévolues», Air Algérie est une «grande compagnie». Battant en brèche la thèse de la privatisation de la compagnie, il a affirmé que la finalité du programme de modernisation était de faire en sorte que le passager puisse voyager dans les «meilleures conditions de confort et de sécurité». Affirmant, par ailleurs, que les transports ferroviaire et routier jouaient un grand rôle dans le développement du

pays, il a noté que certains projets «peinent» à arriver à leur terme en raison notamment de problèmes liés à l'expropriation. M. Talai a fait savoir que les anciens trains seront rénovés, faisant état de nouvelles acquisitions en voie de réception, affirmant que les travaux des projets qui ont été lancés dans le domaine des transports ou celui des travaux publics seront poursuivis, signalant que leur réception se fera dans les délais préalablement fixés. S'agissant des projets touchés par le gel, il a précisé que ceux d'entre eux dont l'utilité économique était avérée seront relancés, à l'inverse de ceux de «seconde importance» dont le lancement était tributaire de l'amélioration de la situation financière du pays.

## Grève surprise du personnel d'Air Algérie

Des centaines de voyageurs ont été pris de court hier dans les différents aéroports nationaux et internationaux, suite à une grève déclenchée par le personnel d'Air Algérie sans aucun préavis. En effet, les travailleurs de la compagnie avaient décrété un arrêt de travail général depuis 06h00 ayant entraîné la paralysie des structures aéroportuaires civiles du pays. L'arrêt de travail sera suspendu deux heures plus tard. Le déblocage de la situation fait suite aux discussions avec la direction. Le motif de cette reprise de service des nationaux à travers les aéroports nationaux et internationaux n'a pas été encore

## LA QUESTION DU JOUR

### Echec et mat à la campagne de vaccination

suite de la page Une

C'était compter sans la désinformation malveillante, la rumeur si facile à répandre quand il s'agit de ce que les parents ont de plus précieux : leurs enfants. Dans nombre de pays, il existe des minorités obscurantistes plus ou moins actives qui font la guerre à la vaccination sous toutes ses formes, et sur des motifs les plus farfelus. Aux Etats-Unis en particulier, le mouvement anti-vaccin fait souvent parler de lui. Est-ce un mouvement de ce type qui serait apparu en Algérie, et qui serait derrière la campagne de désinformation ayant fait capoter la vaccination en milieu scolaire contre la rougeole et la rubéole ? On aurait affaire dans ce cas à une tendance apolitique plus ou moins organisée, mais à qui néanmoins pourraient bien ne pas manquer des motivations d'ordre religieux. Une possibilité à prendre en compte. Elle n'est pas la seule. On ne peut exclure que la campagne de vaccination ait échoué non pas tant pour sa dimension sanitaire que parce qu'elle s'est déroulée en milieu scolaire. Ses promoteurs avaient non pas après la vaccination mais plutôt après l'Education, c'est-à-dire après la ministre du secteur, Nouria Benghebrat, qu'une fois de plus ils auraient cherché à déstabiliser. Dans ce deuxième cas de figure, le coupable ne peut être une minorité anti-vaccin, comme il en existe ailleurs dans le monde, mais une mouvance politique bien déterminée, et qui n'en est pas à son coup d'essai. Pour les islamistes toutes tendances confondues, il n'est pas acceptable qu'une femme qui n'est pas de leur bord soit ministre de l'Education, un domaine qu'ils estiment devoir contrôler pour s'y être tant investis et depuis si longtemps. Faire renvoyer Nouria Benghebrat est pour eux quelque chose de capital, un pré-requis pour la suite des événements. Tout est bon pour y parvenir. Le jour où ils la verraient tomber et où c'est quelqu'un de leur bord qui serait désigné pour la remplacer serait pour eux un grand jour. A contrario, aussi longtemps que cela n'est pas arrivé, cela veut dire qu'ils sont encore loin du pouvoir. Pour autant, il ne faut accuser personne sans preuve. M. H.

précisé par les initiateurs de la grève. Mais selon des sources discordantes, la grève aurait été maintenue au niveau de tous les aéroports à l'exception des vols assurés : de Annaba-Marseille, Tlemcen-Lyon, Constantine-Marseille, Alger-Barcelone et Alger-Paris. Jusqu'à l'écriture de ces lignes, aucun communiqué de la compagnie n'est venu informer de ce débrayage.

Meriem Benchaouia

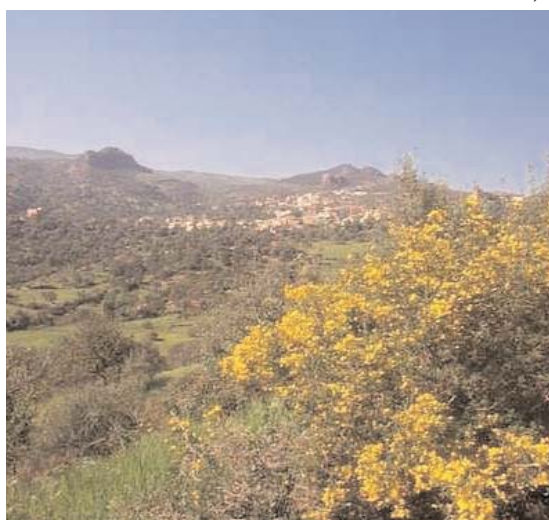
Tizi Ouzou

# Amagger n tefsut, une tradition toujours vivace

■ En cette matinée ensoleillée de mars, une foule nombreuse composée d'enfants, de jeunes filles et de femmes en tenues traditionnelles, s'est rassemblée sur la placette de Tarihant, un des plus grands villages de la commune de Boudjima.

Par Hanifa H.

De loin, des chants d'enfants se font entendre. En s'approchant, le refrain qu'ils répètent devient de plus en plus compréhensible : «Tafsut, Tafsut, an nedjoudjough am tefsut, a netnarni am tagut» (Printemps, printemps, nous fleurirons comme le printemps, nous grandirons comme un usage), chantonnent-ils avec une immense joie que procure une fête traditionnelle ancestrale célébrée en Kabylie à chaque arrivée du printemps. «Amagger n tefsut», ou l'accueil du printemps, est la raison du regroupement de cette immense foule qui se prépare à prendre le chemin des champs en cette matinée propice à... l'aventure. Vers 9h30, les organisateurs parmi les adhérents de l'association écologique Garoura, annoncent le départ de la caravane. Au milieu des ruelles ornées du jaune et vert des genêts et de la blancheur des marguerites qui égayent l'œil et reposent l'âme, les marcheurs descendent vers Sahel, un site naturel situé en contrebas des villages qui gardent encore toute leur splendeur naturelle et beauté époustouflante. Le trajet est une occasion pour se ressourcer et prendre l'air frais, tout en profitant de la beauté des parcours traversés. Des oliveraies, des champs verdoyants agrémentés de couleurs diverses de fleurs multiples, créant une véritable fresque naturelle. Les enfants, quant à eux, continuent à chanter, à cueillir des fleurs et à courir derrière des papillons. Les jeunes filles qui se sont faites belles pour la circonstance, s'arrêtent, de temps à autre, pour prendre des photos et immortaliser ce moment agréable de partage dans la communion. Outre le chant des oiseaux qu'on entend



au milieu de cette nature, des adolescents avec des guitares et un bendir accompagnent les enfants qui continuent à fredonner l'arrivée du printemps avec leurs voix douces et innocentes. Au bout d'une quarantaine de minutes de marche, le site se prête enfin aux regards. Une large étendue de verdure teinte essentiellement du blanc des marguerites dont l'odeur se fait sentir à des centaines de mètres. Les vieilles femmes, ne pouvant parcourir une si longue distance, sont transportées par un fourgon. A l'arrivée du reste des fêtes, elles sont déjà installées et commencent à réciter des Tibougharin (des chants traditionnels de femmes kabyles).

## Quand tradition rime avec environnement

La fête vient de commencer et Tafsut sera accueilli sur ce site avec tout ce qui peut représenter la joie de vivre. Amagger n tefsut n'est pas seulement ce patrimoine

immatériel qu'il faudra préserver et perpétuer, à travers sa transmission aux jeunes générations. Ce rendez-vous que les jeunes adhérents de l'association Garoura ont fait revivre, est aussi une occasion de tisser des liens entre la nature et ces enfants qui partent rarement à la découverte des richesses naturelles du pays. Répartis en groupes, les petits sont emmenés dans la forêt pour planter des arbres mais aussi pour découvrir et connaître des plantes qu'ils n'ont pas eu l'occasion de voir auparavant. De retour, ces jeunes sont tous décorés de couronnes de branches d'olivier et de fleurs. «La branche de l'olivier c'est pour la santé et la longue vie, tandis que les fleurs c'est pour espérer un avenir florissant et la réussite. Je fête le printemps pour sa beauté et toutes les belles choses qu'il nous apporte», confie Rayane, âgé de 5 ans. Toute heureuse, Alicia âgée de 10 ans, les che-

veux lâchés, un bouquet de fleurs à la main, porte une belle robe kabyle aux couleurs éclatantes et une couronne de fleurs sur la tête. «J'ai cueilli ce bouquet pour le prendre à la maison et j'ai monté cette couronne en branches d'olivier et d'autres plantes pour que je réussisse dans ma vie», confie-t-elle. Pendant ce temps, des jeunes femmes rejoignent leurs aînées pour organiser un véritable «Ourar» ou «qaâda». Le bendir et les chants de fête traversés par des youyous rendent la fête beaucoup plus agréable.

## Rappel de la symbolique de la fête

Fatiguée, Nna Ouiza, septuagénaire, s'isole pour chercher un peu d'ombre et reposer sa tête et sa gorge irritée par Tibougharin qu'elle récitait depuis la matinée. «Autrefois, pour marquer le début du printemps, les femmes enduisaient les maisons fabriquées en pierres et en terre avec une nouvelle couche d'argile et recouvraient le canoun (brasier) avec de la terre mélangée au sable. Les foyers sont ainsi nettoyés et embellis en prévision de cette saison à laquelle une grande importance est accordée», relate-t-elle.

«Dans la journée, les femmes sortent dans les champs, cueillent des fleurs qu'elles vont mettre à l'intérieur de la maison pour marquer le début de la saison et augurer la paix, la stabilité et le bonheur», ajoute Nna Ouiza, précisant que le repas essentiel de cette journée d'accueil du printemps est Tahrirt, un plat préparé à base de semoule de blé et d'huile d'olive pour présager bonne santé et longue vie. L'arrivée du printemps, ce n'est pas uniquement pour souhaiter la prospérité du foyer et des

membres de la famille, mais aussi celle du cheptel qui est la principale source de revenu des villageois. «Pour que celui-ci soit préservé des maladies, une branche de genêt est coupée puis attachée au niveau de l'étable des animaux», explique-t-elle. «Je suis très heureuse de voir des enfants et des jeunes gens fêter aujourd'hui Amagger tefsut qui s'est estompé pendant plusieurs années. C'est ainsi que nous pourrions préserver nos valeurs, nos traditions et notre culture de la disparition, car tamazight n'est pas seulement la langue que nous parlons mais toutes ces pratiques qui l'accompagnent», a-t-elle soutenu. Une autre vieille dame, Nna Aldjia, qui a tenu à assister à ce rituel malgré son handicap, signale qu'en plus de Tahrirt, les femmes préparent en cette occasion du msemen, sfendj, aghroum akouaran (des types de pain traditionnel), tighrifin (crêpes), outfiyen (un plat de légumes secs) et du couscous avec des légumes secs et frais. Des plats qui ont été du reste présentés lors de la fête du printemps célébrée dans une ambiance conviviale et qui a pris fin vers 13h avec une dégustation de tous les plats traditionnels préparés dans les foyers en prévision de ce moment de partage, de retour aux sources mais aussi de sensibilisation sur l'importance de la préservation du milieu naturel et de l'environnement. S'inscrivant dans l'optique de la préservation du patrimoine immatériel local, la directrice de la Culture, Nabila Goumeziane, qui a salué l'initiative de la célébration d'Amagger n tefsut, a indiqué que la célébration de cette fête se fera prochainement d'une manière «plus élargie» et que ses services travaillent actuellement sur la préparation de l'événement.

H. H./APS

Tourisme thermal, naturel et archéologique

## Guelma, une destination très prisée

La wilaya de Guelma qui connaît une évolution importante dans les infrastructures d'accueil, ouvre ses bras chaque année à des visiteurs dont des résidents à l'étranger et des hôtes étrangers adeptes du thermalisme, essentiellement, mais aussi de l'écotourisme et du tourisme culturel. Pôle intégré, la région offre à ses visiteurs la possibilité d'une cure thermique bénéfique contre de nombreuses maladies ainsi que l'opportunité de découvrir une nature vierge et de plonger dans l'histoire lointaine d'anciennes populations et civilisations. Selon les statistiques de la direction du tourisme, entre 250 000 et 500 000 visiteurs, majoritairement des wilayas de l'est du pays, sont accueillis annuellement par Guelma. Cette affluence est depuis quelques années

croissante, à la faveur de l'entrée en activités de nouveaux projets d'investissement privés et publics, note la même source. De tous les sites touristiques de la wilaya, Hammam Debagh, distant de 25 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya, est de loin le plus célèbre. Sa cascade s'est même imposée comme symbole de l'image touristique de la wilaya de même que ses superbes roches aux formes hallucinantes qui subjuguent même les hommes de lettres et les artistes. Le chantre de la Révolution libératrice, Moudfi Zakaria, n'a pas pu passer sous silence les thermes de Debagh, ses eaux jaillissantes et même la malédiction qui aurait frappé les blâmes auteurs de pêchés pétrifiés. Plusieurs plasticiens ont immortalisé sur leurs œuvres les sites mythiques de

Hammam Debagh. Hammam El Maskhoutine (les thermes des damnés) demeure le toponyme préféré de la région surtout qu'il fait écho au mythe qui expliquerait la présence sur ce site de roches évoquant des silhouettes humaines par la pétrification «divine» des participants à une fête de mariage incestueux. Durant les week-ends, les rues, jardins et espaces publics de la commune de Hammam Debagh sont quasi envahis par les véhicules et autocars de transport en commun immatriculés dans les wilayas des quatre coins du pays. Leurs occupants partagent le même désir de jouir des eaux minérales naturellement chaudes. Les efforts dans la wilaya de Guelma s'orientent vers la consolidation de la position et de la notoriété de la région de Hammam Debagh qui

compte un complexe touristique public offrant divers services, un centre de repos des moudjahidine et plusieurs autres infrastructures privées, a indiqué Madjeda Zenadi, directrice du tourisme et de l'artisanat, qui a fait état de projets en cours dans la commune pour la réalisation de villages touristiques et hôtels haut standing. Pour la directrice du tourisme, une forte détermination est affichée par les autorités locales pour la mise en place d'un climat d'affaires favorables aux investissements privés dans le tourisme notamment thermique. Treize projets touristiques ont été ainsi engagés pour offrir, à terme, un total de 1 757 lits supplémentaires qui s'ajouteront aux 1 506 lits actuellement offerts par 14 établissements hôteliers.

Yanis Gh.

## Commerce

## Hausse sensible des prix alimentaires

■ Les prix au détail de la majorité des produits alimentaires ont connu une hausse en janvier 2017 par rapport au même mois de 2016, tandis que des différences de prix demeurent significatives entre les régions du pays, selon le ministère du Commerce. Les plus fortes hausses annuelles ont été enregistrées pour la tomate fraîche, les pois chiches, l'ail importé, la pomme de terre et les œufs.

Par Safia T.

Pour les produits d'épicerie, les prix moyens à consommateurs ont grimpé, entre les deux périodes de comparaison, pour la levure sèche (+10%), le café (+9%), la farine conditionnée (+8,3%), les pâtes alimentaires (+8%), le lait en poudre infantile (+7,4%), le thé (+6,3%), le riz (+5,7%), le concentré de tomate (+5%), le sucre blanc (+3,4%) et les huiles alimentaires (+1,4%).

Concernant les légumes secs, la flambée des prix a été observée pour les pois chiches (+62,4%), les haricots secs (+11,7%) et des lentilles (+5,3%). Pour les légumes frais les plus consommés, le prix de la tomate fraîche a augmenté de 105,1% en janvier dernier par rapport à un an plus tôt, de 37,6% pour l'ail importé, de 25,5% pour la pomme de terre et de 6% pour l'ail local sec. Par contre, le prix de l'oignon sec a baissé de près de 32% entre les deux périodes de comparaison. S'agissant des viandes, les prix moyens à la consommation ont baissé pour celles ovines locales (-2%) et bovines locales (-1%) ainsi que pour le poulet éviscé-



ré (-17%). Mais des hausses ont été enregistrées pour la viande bovine congelée (+3%) et les œufs (+27,3%).

## Des différences de prix notables entre les régions du pays

Par ailleurs, il est toujours constaté des disparités de prix substantielles entre les régions du pays pour des produits alimentaires, qui s'expliquent essentiellement par les habitudes alimentaires d'une région pour certaines denrées, les frais de transport pour les

wilayas éloignées et la spécialité agricole d'une région pour ce qui concerne les légumes et fruits ainsi que les viandes.

Ainsi, le prix moyen de la pomme de terre était, en janvier 2017, de 54 DA/kg dans la région de Blida contre 65 DA à Béchar (différence de l'ordre de 11 DA), alors que l'ail local coûtait 749 DA/kg sur les étals d'Alger contre 486 DA à Béchar (différence de 263 DA). Idem pour les haricots verts qui valaient 184 DA/kg dans la région d'Ouargla contre 249 DA à Oran (différence de 65 DA), tandis que la carotte se vendait 55 DA à

Batna contre 74 DA à Ouargla (différence de 19 DA), l'oignon était cédé à 49 DA/kg à Saida contre 64 DA à Oran (différence de 15 DA), alors que la laitue était vendue à 75 DA à Batna contre 108 DA à Béchar (différence de 45 DA). Le kilogramme de pommes locales était cédé à 171 DA à Béchar contre 319 DA à Batna (différence de près de 150 DA), alors que les dattes étaient vendues à 367 DA/kg à Béchar contre 576 DA à Sétif (une différence de 209 DA). Concernant les produits d'épicerie, le prix moyen du lait en poudre infantile était à 407 DA à Oran et à 474 DA à Blida (différence de 67 DA). Même tendance pour le prix de la farine conditionnée qui est moins chère à Oran avec 42 DA/kg contre 59 DA à Annaba et Batna (différence de 17 DA). Le concentré de tomate se vendait à 160 DA à Oran contre 218 DA à Ouargla (une différence de 58 DA). Très prisé dans le sud du pays, le thé était vendu durant le mois de janvier dernier à 414 DA/kg à Oran contre 908 DA à Ouargla (une différence de près de 500 DA). S'agissant des viandes, il est observé qu'elles sont toujours moins chères dans la région de

Batna : le kilogramme de viande ovine locale s'y vendait à 1 204 DA/kg contre 1 443 DA à Alger (différence de près de 240 DA), alors que la viande bovine locale y était cédée à 868 DA/kg (ainsi qu'à Sétif) contre 1 238 DA à Oran (différence de 370 DA), le poulet éviscéré s'y vendait à 236 DA à Batna contre 328 DA à Béchar (une différence de 76 DA). S. T./APS

Prix  
Le Brent remonte à près de 52 dollars à Londres

LES PRIX du pétrole remontaient hier en cours d'échanges européens, soutenus par une baisse inattendue des stocks de brut aux Etats-Unis d'après les données hebdomadaires publiées la veille par l'American Petroleum Institute (API). Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 51,93 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,01 dollar par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'avril gagnait 1,03 dollar à 48,75 dollars. Ce rebond, qui vient après plusieurs séances consécutives de baisse, a été motivé en partie par les données publiées mardi après la clôture européenne par l'API, qui compile chaque semaine ses propres chiffres sur les réserves américaines. Selon l'API, les réserves arrêtées au 10 mars ont reculé de 531 000 barils sur la semaine, rapportaient plusieurs analystes. «Les réserves de brut ont reculé, pour une fois, et cela a été un réel soulagement pour les investisseurs», a résumé Naëem Aslam, analyste chez ThinkMarkets. La hausse des réserves américaines de la semaine dernière, qui pousse les stocks à des niveaux records, avait enclenché la chute des cours du pétrole alors que les marchés craignent que la reprise de la production des Etats-Unis limite l'effet de la baisse des extractions de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). «Si les données du Département américain de l'Energie (DoE) confirment celles de l'API, il s'agira de la première baisse des réserves de l'année», ont souligné les analystes de JBC Energy. R.E.

## Banques

## Les informations financières des entreprises accessibles numériquement

Un protocole d'accord entre l'Association des banques et des établissements financiers (Abef) et le Centre national de registre du commerce (CNRC) a été signé hier à Alger, en vertu duquel les informations financières et commerciales des entreprises sont désormais accessibles aux banques par le portail électronique Sidjilcom. Le document a été paraphé par le directeur général du CNRC, Mohamed Slimani, et le président de l'Abef, Boualem Djebbar, en présence du ministre des Finances, Hadji Babaami, et du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Cille et ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, et du ministre délégué, chargé de l'Economie numérique et de la modernisation des systèmes financiers, Moutassam Boudiaf. Ce protocole d'accord fixe ainsi les modalités de souscription d'abonnements au portail électronique Sidjilcom par les banques et les établissements financiers. Ce portail permet la consultation en ligne du

répertoire national des commerçants (personnes physiques et morales) qui comprend plus de 1,7 million inscrits au registre du commerce, ainsi que les états financiers des sociétés et le bulletin officiel des annonces légales (Boal). La base des données des actes de nantissements, la nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce ainsi que le fichier national des dénominations et noms commerciaux peuvent également être consultés à travers Sidjilcom. Ce nouveau dispositif technique permet ainsi aux banques et établissements financiers d'authentifier leurs clients et de mieux contrôler leurs dossiers de financements bancaires. «Il s'agit d'une collaboration à caractère préventif contre les fausses déclarations en vue de lutter contre la fraude», a expliqué M. Slimani soulignant que «cette démarche participera à l'émergence d'une économie nationale saine et transparente». «C'est un procédé dynamique et interactif et surtout fiable car l'infor-

mation est mise à jour et obtenue en temps réel», a-t-il fait savoir. Qualifiant ce nouveau dispositif de «saut qualitatif», M. Djebbar a relevé, de son côté, que l'utilisation de Sidjilcom par les banques et les établissements financiers allait sensiblement réduire les délais de traitement des demandes de crédits et améliorer la qualité du service. Cette démarche s'inscrit, a-t-il poursuivi, dans le cadre du processus global de modernisation qui a déjà permis aux banques des interconnexions avec les bases de données des administrations des impôts et des douanes. Dans ce sens, l'Abef compte également signer prochainement des accords avec la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas), la Caisse nationale de sécurité de sécurité sociale des non salariés (Casnos) et la Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du BTPH (Cacobapth) pour lui permettre d'accéder à leurs bases de données, a avancé M. Djebbar. Salem K.

## Investissements

## Le nouveau modèle algérien de croissance est un signe encourageant

Le nouveau modèle algérien de croissance économique est un «signe encourageant» pour les entreprises italiennes qui souhaitent investir dans le pays et nouer des partenariats, a indiqué, hier à Médéa, l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Pasquale Ferrara. «Les choses avancent et nous allons travailler ensemble pour que ce partenariat puisse être effectif», a affirmé M. Ferrara lors d'une rencontre avec les opérateurs économique de la wilaya de Médéa, organisée par la chambre de commerce et d'industrie du Titteri. Le diplomate a

exprimé la «disponibilité» des chefs d'entreprises italiennes à venir investir en Algérie et développer différentes formes de partenariat avec leurs homologues algériens. Abordant le volet relatif aux conditions de délivrance de visas, il a assuré qu'il n'existe «aucune lourdeur ou entrave» en matière de délivrance de visa, indiquant qu'un service spécialisé a été chargé, depuis peu, du traitement des demandes de visas d'affaires qui sont délivrées, au bout de trois à quatre jours. Concernant les visas touristiques, le diplomate

italien a expliqué que la délivrance de ce type de visa est soumise à la même procédure en vigueur dans l'espace Schengen, ajoutant que les services consulaires de l'ambassade d'Italie s'emploient à «améliorer en permanence les prestations fournies aux demandeurs de visas». Dans une optique d'ouverture sur les régions lointaines du pays, le diplomate a annoncé l'ouverture prochaine d'un guichet de collecte des demandes de visas au niveau de la wilaya de Constantine, après celui ouvert récemment dans la wilaya d'Adrar. F. T./APS

Tizi-Ouzou

## Poursuite du programme de raccordement au réseau de gaz naturel

■ Le programme de raccordement des villages de la wilaya de Tizi-Ouzou au réseau de gaz naturel sera poursuivi jusqu'à son parachèvement pour atteindre un taux de 95%, a rassuré le wali, Mohammed Bouderbali.

Par Hatem D.

En réponse à la préoccupation de certains comités de villages qui s'inquiètent du retard enregistré dernièrement dans l'achèvement de projets de branchement de leurs localités à cette énergie, le chef de l'exécutif local a affirmé, lundi, à l'occasion d'une visite de travail dans les dairas de Makoua et de Ouaguenoune, que «le programme gaz naturel de la wilaya sera réalisé dans sa totalité». M. Bouderbali a rappelé que ce programme de raccordement de la wilaya au réseau de gaz naturel, doté d'une enveloppe budgétaire globale de plus de 46,45 milliards de dinars, «a connu un ralentissement, en raison du retard de paiement des entreprises réalisatrices». «Ce problème est pris en charge par le déblocage, il y a un mois, d'une première tranche pour payer ces



unités», a-t-il indiqué, avant d'affirmer que «toutes les entreprises seront payées» et que «tous les travaux qui sont inscrits seront achevés», observant que la plupart des projets de raccordement au réseau de gaz naturel a atteint un taux de réalisation de 80 à 85%. Le paiement des situations financières des entreprises «a permis la reprise des travaux», a

relevé le wali, rassurant que «l'effort de l'Etat sera poursuivi pour dégager les moyens financiers nécessaires pour achever ces projets qui ne seront pas arrêtés, ce qui permettra à la wilaya de passer d'un taux de 76% actuellement, à 95% à l'achèvement du programme inscrit», a-t-il indiqué. M. Bouderbali a souligné la légitimité de la préoccupation des vil-

lageois et de leur aspiration à un meilleur cadre de vie. Il a relevé que la wilaya de Tizi-Ouzou «a un cachet particulier du fait que c'est une région montagneuse avec des villages situés à des altitudes importantes où il fait très froid, d'où la nécessité de disposer de cette ressource énergétique (gaz naturel)».

H. D./APS

Naâma

## Hausse de la superficie agricole irriguée

La superficie agricole irriguée a enregistré une hausse de 579 hectares cette saison dans la wilaya de Naâma, par rapport à la saison agricole écoulée, a-t-on appris de la direction des services agricoles. Cette superficie a atteint en fin d'année dernière 16 422 ha contre 15 843 en fin 2015, a indiqué le directeur du secteur, Mohamed Yousfi. Cette extension est due à l'augmentation du nombre de forage de puits et à l'introduction de techniques et de systèmes modernes d'irrigation (pivot, goutte à goutte, ...) qui ont contribué à l'économie d'eau, a-t-on expliqué. Pour développer les systèmes d'irriga-

tion, un soutien d'une valeur de 227 millions DA a été consacré aux agriculteurs de la wilaya par le Fonds national de développement de l'investissement agricole en 2015 et 2016, ce qui a permis l'installation et l'exploitation d'équipements agricoles (matériels d'aspersion, canalisations d'irrigation) sur une surface de 1 812 ha. Un réseau d'irrigation agricole goutte à goutte a été réalisée dernièrement sur une superficie de 150 ha réservée à l'oléiculture dans le cadre de la concrétisation des projets de concession agricole. Ce projet a été réalisé dans une exploitation privée dans la zone de Fertassa

(commune de Sfissifa) et a porté sur la plantation de 30 000 oliviers et autres variétés d'arbres fruitiers à l'extrême sud-ouest de la wilaya, selon la même source. Une hausse de la superficie d'irrigation goutte à goutte a été relevée au niveau des zones agricoles de la wilaya passant de 80 ha en 2000 à plus de 10 500 ha actuellement. La wilaya de Naâma a recensé environ 12 mares d'eau, 3 253 puits et cinq petits barrages, outre 68 sources, trois retenues collinaires qui sont des sources devant impulser l'irrigation agricole, a-t-on souligné.

Lydia O./Agences

Batna

## 25 exposants au 3<sup>e</sup> Salon des produits locaux

Au moins 25 exposants, dont 22 producteurs dans de nombreuses filières, prennent part à la troisième édition du Salon des produits locaux, ouverte à la salle «Asshar» de Batna à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie CCI-Aurès, en coordination avec la direction locale de commerce. Le responsable du marketing de la coopérative agricole multiservices «El

Nour», Yacine Stof, a estimé que l'affluence enregistrée, dès les premières heures de cette manifestation est «très encourageante», révélant que les deux premières éditions étaient «fructueuses» pour sa coopérative, puisqu'elles lui ont permis de commercialiser une grande quantité de produits et plus particulièrement de viandes blanches et dérivés. De son côté, le directeur

de la chambre de commerce et d'industrie, Mabrouk Bezzaz, a indiqué que ce salon, organisé sous le slogan «made in Batna», vise à faire connaître les produits locaux au consommateur et encourager l'investissement local. Cet événement qui se poursuivra jusqu'au 16 mars, prévoit l'organisation d'une journée d'information sur la protection du consommateur et sera couronné par une

rencontre sur la propriété intellectuelle. Le salon, selon les organisateurs, qui a suscité un «vif intérêt» auprès des visiteurs lors de ses deux précédentes éditions, connaît la participation d'entreprises versées spécialement dans l'agroalimentaire, l'élevage avicole, le textile et le prêt-à-porter, les matériaux de construction ainsi que l'équipement scolaire et la papeterie.

N. F.

Relizane

## Participation de 25 exposants au Salon du matériel et des produits agricoles

Le 3<sup>e</sup> Salon du matériel et de produits agricoles, ouvert à Relizane, enregistre la participation de 25 exposants de 10 wilayas du pays et de l'Inde. Cette manifestation, ouverte par le wali de Relizane, Hadjri Derfouf, fait étalage de matériels pour l'agriculture dont l'élevage, de produits phytosanitaires et d'équipements d'irrigation. Organisé au jardin «Yasmine» de la ville de Relizane, ce salon regroupe des stands de la

mutuelle régionale agricole (Crma) et d'antennes de dispositifs d'emploi (Ansej, Angem et Cnac). Initiée par la chambre d'agriculture en collaboration avec la direction des services agricoles de la wilaya, cette manifestation enregistre également la participation de la Banque de développement local (BDL) pour expliquer les nouvelles mesures et facilités mises en place par l'Etat à la disposition des agriculteurs et des jeunes désireux inves-

tir dans le domaine agricole. La première journée de ce salon de trois jours a vu une affluence des agriculteurs venus s'enquérir des matériels et produits exposés par les participants des wilayas d'Oran, Tizi Ouzou, Béjaïa, Mostaganem, Bordj Bou-Oreridj, Biskra, Tipaza, Alger, Sétif et Relizane.

APS

## Tissemsilt Relogement de 55 familles dans la commune de Bordj Emir Abdelkader

PAS MOINS de 55 familles ont été relogées dans la commune de Bordj Emir Abdelkader (Tissemsilt), dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP), a-t-on appris du P/APC, Chami Sebaâ. D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés pour cette opération touchant des familles résidant dans le quartier précaire «Laazeb» et 10 familles victimes du terrorisme, a indiqué le même responsable. Les habitations précaires ont été démolies, permettant de récupérer l'assiette foncière pour abriter des projets d'habitat et d'équipements publics, a-t-il ajouté. Huit familles restantes de ce programme seront relogées au courant du deuxième trimestre de l'année en cours, a affirmé le P/APC, soulignant que les travaux de réalisation de 100 logements du programme RHP sont en cours à Bordj Emir Abdelkader. Cette collectivité dénombre environ 300 vieux bâtis précaires au titre de l'opération de recensement effectuée par la direction de wilaya de l'urbanisme et de la construction (DUC) en 2007.

S. H.

## Khenchela / Destinés à l'irrigation agricole Lancement en avril d'un projet de réalisation de 15 forages

LES TRAVAUX de réalisation de 15 forages dans la région sud de la wilaya de Khenchela seront lancés «en avril prochain», a-t-on appris du chef de service de la mobilisation des ressources en eau auprès de la direction de ce secteur. La réalisation de ces forages, d'une profondeur de 500 m et d'un débit de 30 litres/seconde, sera entamée après le parachèvement des démarches administratives, a indiqué Nabil Ben Zeroual, précisant que ces ouvrages seront implantés dans les périmètres agricoles de la daïra de Babar, notamment Safihat Bouslah, Ramlia et Bounakar. Ce projet, pour lequel une enveloppe financière de 5,8 milliards de dinars a été allouée, s'inscrit dans le cadre du programme de développement de la région sud de la wilaya de Khenchela, souligne-t-on. Ces 15 nouveaux forages s'ajoutent aux 130 ouvrages du même type, en cours de réalisation dans la daïra de Babar et dont le taux d'avancement des travaux a atteint 90%, a-t-on encore noté, indiquant qu'avec la concrétisation de ce nouveau projet, la wilaya de Khenchela totalisera 145 puits profonds.

R. E.

## Libye

# Les forces du maréchal Haftar affirment avoir repris le Croissant pétrolier

■ Après avoir perdu, au début de mars, Ras Lanouf et Sidra, les deux ports d'exportation du brut libyen, l'homme fort de la Cyrénaïque a repris l'avantage.

Par Lamia O.

Les combats se sont intensifiés au cœur du Croissant pétrolier, poumon économique de la Libye, où les forces loyales au maréchal Haftar, l'homme fort de l'est libyen et chef en titre de l'Armée nationale libyenne (ANL), semblent avoir repris l'avantage face aux assaillants qui les avaient délogés de la zone dix jours plus tôt. Selon des officiels de l'ANL, cités par diverses agences de presse, les forces de M. Haftar ont rétabli leur contrôle sur Ras Lanouf et Sidra, deux des ports de cet arc de terminaux pétrolier situé en bordure du Golfe de Syrte. «Les forces armées ont libéré le Croissant pétrolier», a déclaré Ahmad al-Mesmarî, porte-parole de l'Armée nationale libyenne (ANL). M. Mesmarî a fait état de dix morts et 18 blessés parmi les forces de l'ANL dans l'offensive lancée mardi matin.

## Troupes massées aux abords du Croissant pétrolier

Principale plate-forme d'exportation du brut libyen, le Croissant pétrolier est une région éminemment stratégique. La production pétrolière de la Libye atteignait avant les combats du mois de mars 700 000 barils par jour, plus du double de son niveau d'il y a un an, mais encore loin du nombre – 1,6 million de barils par jour – que le pays produisait avant le renversement de Mouammar Kadhafi, en 2011. Basset al-Chairî, un des dirigeants de la Brigade de défense de Benghazi (BDB), une force d'obédience islamiste qui avait enlevé contre toute attente la zone le 3 mars, a confirmé à l'AFP la seule perte de Ras Lanouf, sans donner d'autres



détails. Dans les jours ayant suivi sa victoire, la BDB avait résisté à une première série de ripostes aériennes des troupes de Haftar. Le rapport de force lui est ensuite devenu défavorable alors que l'ANL massait des troupes aux abords du Croissant pétrolier. La reprise de ce dernier par l'ANL de Haftar, si elle devait se confirmer, placerait le gouvernement d'union nationale de Faïez Sarraj, la seule autorité reconnue par la communauté internationale, dans une situation embarrassante. M. Sarraj n'a en effet que mollement condamné la percée militaire de la BDB du 3 mars, donnant l'impression qu'il s'en satisfaisait. Certains des membres du Conseil présidentiel (la direction politique du gouvernement d'union nationale) que M. Sarraj dirige, n'avaient d'ailleurs pas caché leur soutien à l'offensive de la BDB. Si la BDB et le gouvernement de M. Sarraj ne sont pas formellement liés, ils partagent le même adversaire en la personne du maréchal Haftar. Depuis un an, ce dernier est le

principal obstacle à la mise en place de l'autorité de M. Sarraj, privé de l'investiture du Parlement de Tobrouk dominé par les amis du maréchal Haftar. La BDB est l'émanation du Conseil de la choura révolutionnaire de Benghazi, un complexe de groupes s'inscrivant dans l'héritage de la révolution anti-kadhafiste de 2011 mais où certains noyaux djihadistes, certains proches d'Al-Qaïda, d'autres de l'organisation Etat islamique (EI), avaient trouvé leur place. Cette mouvance combattait les forces du maréchal Haftar qu'elle dénonçait comme un «putschiste» aux visées «contre-révolutionnaires».

## Le vivier des déplacés de Benghazi

De son côté, le maréchal, soutenu par une partie significative de la population de la Cyrénaïque (Est), se posait en champion de la «lutte antiterroriste». Appuyé par l'Egypte, les Emirats arabes unis (EAU) et des

unités spéciales de pays occidentaux – dont la France et les Etats-Unis – le maréchal était parvenu à reprendre l'essentiel de Benghazi à ses adversaires du Conseil de la choura révolutionnaire de la ville, qui ne résistait plus que dans certaines poches. Cette bataille de Benghazi s'était accompagnée de destructions de quartiers entiers et du déplacement de centaines de familles issues des groupes anti-Haftar. C'est dans ce vivier de personnes déplacées, notamment à Misrata, que la BDB a recruté la majeure partie de ses combattants. Alors qu'elle n'avait pas caché son inclination islamiste lors de sa création au printemps 2016, la brigade a ensuite tenu à projeter une image différente afin de contrer le procès en «extrémisme» qu'instruisait contre elle le camp du maréchal Haftar. Dans ses récents communiqués, la BDB insistait sur sa priorité du «retour» des réfugiés à Benghazi. Elle affirmait aussi combattre le «terrorisme» et vouloir empêcher

que la Libye abrite de forces pouvant constituer une «menace» pour les pays voisins. Selon Claudia Gazzini, analyste pour la Libye d'International Crisis Group (ICG), il est néanmoins incontestable que la BDB a été rejointe par d'«anciens membres d'Ansar al-Charia», une organisation djihadiste classée comme «terroriste» par les Nations unies. Il reste toutefois à déterminer l'influence réelle que peuvent exercer de tels combattants sur la direction du mouvement. Quoi qu'il en soit, les derniers développements du Croissant pétrolier mettent à mal les efforts diplomatiques, en particulier ceux des pays voisins (Egypte, Tunisie, Algérie), visant à ramener sous les protagonistes de la crise libyenne autour d'une table de négociations. Six ans après le déclenchement de la révolution qui conduisit – avec l'aide de l'OTAN – au renversement du régime de Mouammar Kadhafi, l'impasse libyenne n'a jamais semblé aussi profonde.

L. O./Agences

## Tunisie

## La tenue des élections municipales en 2017 «est encore possible»

Le président de l'Instance supérieure indépendante des élections en Tunisie (ISIE), Chafik Sarsar, a déclaré que «la tenue des élections municipales en 2017 est encore possible». Chafik Sarsar a précisé, lors d'une rencontre entre les membres de l'Instance et des représentants de partis politiques en présence du chef de gouvernement tunisien, Youssef Chahed, que «selon le calendrier proposé par l'ISIE les élections devraient se tenir le 26 novembre prochain». Les militaires et sécuritaires devraient, quant à eux, voter le 19 du même mois, selon la même source. Il a ajouté que «les élections pourraient être reportées à la mi-décembre 2017». Cependant, souligne M. Sarsar, en cas de dépassement de cette date, les élections ne pourraient se tenir

qu'au mois de mars 2018. Selon Chafik Sarsar, «la tenue de ces élections est tributaire de certaines mesures, dont notamment, la dissolution des délégations spéciales, la concrétisation du découpage territorial et la finalisation du budget consacré aux élections, la publication du décret loi fixant le plafond des dépenses de la campagne électorale». «Il faudrait, également, valider les bases des données et assurer l'indépendance des cadres locaux», a-t-il ajouté. Selon le calendrier proposé par l'ISIE, l'enregistrement des électeurs devrait débuter le 12 juin. La réception des candidatures devrait, quant à elle, commencer le 30 août et les campagnes électorales se dérouler entre le 4 et le 24 novembre 2017. Le vote aura lieu le 26 novembre. En ce qui concerne les

militaires et les sécuritaires, ils devraient voter entre le 19 et 23 novembre 2017, la date n'étant pas encore fixée. Le Chef du gouvernement tunisien a, pour sa part, souligné l'importance d'organiser les élections municipales le plus tôt possible. «Ces élections constitueront un couronnement pour la Tunisie et un premier pas sur la voie de la décentralisation et du changement du modèle de développement», a-t-il affirmé. Youssef Chahed a indiqué que le gouvernement a mis en place une stratégie s'étalant sur 9 ans pour développer les ressources financières et humaines dans les régions. «Le code des collectivités locales sera bientôt soumis au Parlement», a-t-il dit. Il a renouvelé l'engagement de son gouvernement à fournir les meilleures conditions et les moyens

nécessaires pour la tenue des élections municipales, soulignant «la nécessité de la mise en place de tribunaux administratifs régionaux». «L'instauration de tribunaux régionaux est un défi que nous nous engageons à relever avant la tenue des élections», a-t-il noté. Selon lui, ces élections s'effectueront dans 350 municipalités pour élire plus de 7 000 membres dans les conseils municipaux. La réunion a regroupé des membres de l'ISIE, des ministres, des représentants de partis politiques, des présidents de groupes parlementaires. Les membres de l'ISIE devaient rencontrer des représentants de la société civile, mardi après-midi, selon la même source.

Halim T./APS

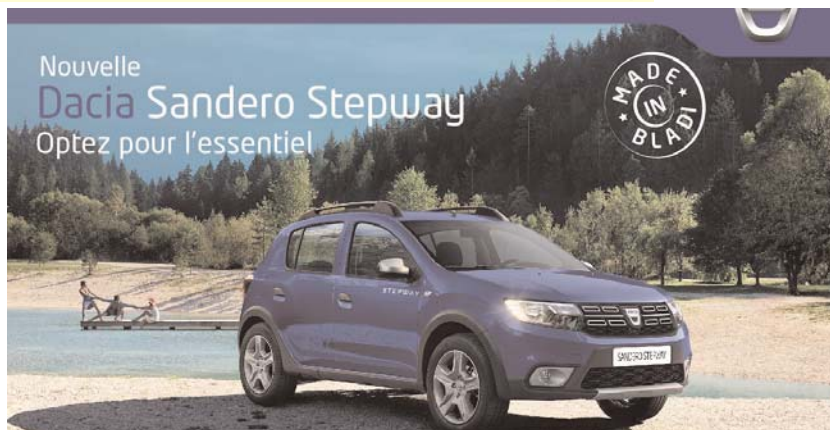
Début de production de la nouvelle Dacia Sandero Stepway

## La M.I.B lancée au prix de 1 579 000 DA

Page animée par Ali Zidane

**D**acia Sandero Stepway Made In Bladi est un véritable succès commercial, elle a enregistré plus de 9 000 véhicules vendus depuis son lancement en août 2016. Ce modèle, très prisé par les jeunes actifs et la gente féminine pour son accessibilité, sa position de conduite haute et son design attrayant, connaît une demande considérable de la part des clients, et s'est hissé, en mois d'une année, en 2<sup>e</sup> position des ventes de véhicules en

Algérie. La nouvelle Dacia Sandero Stepway se distingue par un design extérieur renouvelé, à travers une signature lumineuse audacieuse, avec des phares et des feux redessinés, ainsi qu'une calandre et des boucliers avant et arrière retravaillés. Les coques des rétroviseurs, les barres de toit longitudinales et les enjoliveurs Flexwheel 16" s'affichent, quant à eux, désormais dans une teinte Dark Metal. L'habitacle de la nouvelle Dacia Sandero Stepway soigne ses passagers, grâce à ses séduisantes finitions en chrome satiné



sur la console centrale, les commandes intérieures d'ouverture des portes et les nouveaux aérateurs. Nous y retrouvons également un volant en cuir à 4 branches, caractéristique des nouveaux modèles Dacia, ainsi qu'une nouvelle sellerie exclusivement dédiée au mini-crossover. La nouvelle Dacia Sandero Stepway Made in Bladi offre un confort de conduite optimal, avec son accoudoir central avant relevable, sa caméra de recul et son GPS. Le Groupe Renault reste d'ailleurs le seul constructeur automobile en Algérie à commercialiser des véhicules équipés d'un système GPS. Cette Dacia Sandero Stepway propose en série un niveau d'équipements

de sécurité supérieur à la réglementation algérienne en la matière. Elle est notamment dotée du système antiblocage des roues (ABS), d'airbags frontaux et latéraux, de ceintures de sécurité à 3 points, du limiteur de vitesse et du système Isofix. Comme pour la version précédente, la nouvelle Dacia Sandero Stepway Extrême est proposée en diesel avec une motorisation 1.5 dCi 85ch, et d'une motorisation essence 1.6 MPI 80ch. La nouvelle Dacia Sandero Stepway est fabriquée dans l'usine de Renault Algérie Production à Oued Tleilat, dans le respect des normes internationales de qualité et de sécurité du Groupe Renault. Par ailleurs, des tests de roulage ont

été réalisés à travers les routes algériennes, dans les conditions réelles d'utilisation. La nouvelle Dacia Sandero Stepway Made in Bladi est garantie 3 ans ou 100 000 km sur l'ensemble du réseau de Renault Algérie. Etant produite en Algérie, la nouvelle Dacia Sandero Stepway Extrême est éligible au crédit à la consommation, elle bénéficie d'une TVA à 0% et est exonérée de TVN. La 1<sup>re</sup> révision de cette Dacia Sandero Stepway est gratuite dans tous les ateliers du réseau après-vente de Renault Algérie. Pour le prix la version essence 1.6 MPI 80ch est proposée au tarif de 1 579 000 DA et la version diesel 1.5 dCi 85ch est affichée à 1 759 000 DA.

### Renault Algérie Le mois de mars est pour elle



**E**n mars 2017, les femmes algériennes sont, comme chaque année, à l'honneur chez Renault Algérie. En effet, comme elle l'avait déjà fait en 2016, la marque au losange a prévu tout au long de ce

mois, de nombreux événements dédiés à la gente féminine, car un seul jour ne suffit pas pour leur rendre hommage. Le leader de l'automobile en Algérie depuis 11 ans a également tenu à témoigner sa gratitude et sa considération pour l'ensemble de ses collaboratrices en cette journée spéciale, en privatisant, pour leur bien-être, un prestigieux spa de la capitale, leur permettant ainsi de se ressourcer et de profiter d'un véritable moment d'évasion. Ces «Femmes Renault» ont notamment eu l'opportunité d'accueillir des clientes et fans de la marque, ayant participé à un jeu-concours sur la page Facebook de Renault Algérie, pour partager ce moment singulier. A compter du 11 mars, «La Tournée de la Passion» entamera sa 2<sup>e</sup> saison à travers le territoire national et ira à la rencontre des propriétaires de véhicules Renault et Dacia à Alger, Tipaza, Blida, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Sétif, Constantine, Batna et Oran. Cette caravane permettra, dans chacune de ces villes, à 20 clientes de bénéficier d'une révision gratuite en l'effectuant elles-mêmes, avec l'aide des mécaniciens expérimentés des Ateliers Renault. L'objectif est de les familiariser avec les spécificités techniques de leur véhicule et de leur apprendre les bonnes astuces pour son entretien. A la suite de cette activité, elles participeront à un atelier Brokk'art, animé par la célèbre agence de design de mobilier portant le même nom. Un concours récompensera la meilleure création avec 3 ans d'entretien gratuit pour le véhicule de la gagnante.

### Groupe Global

## Gloviz posera la première pierre de l'usine Kia à Batna

**L**e groupe Global qui assemble déjà à Batna les camions légers du constructeur sud-coréen Hyundai, à travers sa nouvelle filiale SARL Gloviz, organisera, dimanche 19 mars prochain à Djerma, Batna, la cérémonie de pose de la première pierre de la future usine de production en SKC/CKD des véhicules particuliers et utilitaires de la marque sud coréenne Kia.

Selon la direction générale de Goloviz, la concrétisation de ce beau projet qui participera au développement économique de

notre pays et qui marque la volonté de KIA de s'installer durablement en Algérie, s'inscrit dans la continuité de la politique du gouvernement pour la mise en place d'une industrie mécanique, notamment automobile en Algérie.



### Industrie automobile-Groupe PSA

## Plus de 20 sous-traitants accompagneront l'usine Peugeot d'Oran

**L**e projet de réalisation de l'unité d'assemblage en Algérie du constructeur français Peugeot tarde à trouver une issue pour son installation définitive prévue à l'ouest du pays, plus précisément à Oran (El Hamoul). Les négociations toujours en cours coïncident, aucune date n'a été pour le moment avancée pour le lancement du projet. Il faut souligner que le projet annoncé n'a pas encore été entériné par les pouvoirs publics pour des différends dans les clauses du contrat, sur lesquelles le Groupe PSA campe toujours sur ses positions.

La capacité de production de la ligne de montage Peugeot (Centre Production PSA/Oran) est de 75 000 unités chaque année d'ici à 2020. L'usine fabriquera trois modèles Peugeot et un modèle Citroën, il s'agit des Peugeot 308, 208 et 301 ainsi que la C-Elysée de Citroën. Selon certaines sources, le premier modèle à sortir de la ligne de montage est la berline Low Cost Peugeot 301. Une assiette foncière de 120 hectares sera dégagée dans la région d'El Hamoul, pour abriter cette usine compacte et flexible aux standards internationaux. Un protocole d'accord devra être signé dans les mois prochains, si les négociations aboutissent entre le groupe allemand Volkswagen, et le ministère de l'Industrie et des Mines, pour la mise sur pied



de ce projet qui nécessite un investissement de plusieurs milliards de dinars. Le projet qui comprendra les départements montage, ferrage, peinture et administration, aura la possibilité de créer 1 000 nouveaux postes d'emploi directs et 4 000 autres indirects. Ce qui est certain, le Groupe PSA qui vient d'acquiescer la marque allemande Opel s'est déjà mis d'accord avec des sous-traitants d'une notoriété mondiale pour la fourniture des pièces pour la première monte de ses modèles. En effet, selon le site autoalgérie.com, une réunion du réseau de Peugeot Algérie a eu lieu à l'est d'Alger en présence du directeur zone Afrique-Moyen-Orient, Jean-Christophe Quémard, à travers laquelle il évoquera quelques détails du futur projet. La même source précisera que «si l'arrivée de Faurecia a déjà été annoncée par le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb pour ce qui concerne les sièges et l'échap-

ement, l'usine PSA drainera dans ses bagages d'autres grands bras de la sous-traitance automobile». «Des professionnels en la matière viendront accompagner la future unité d'assemblage tels que le géant allemand Leoni, spécialiste du câblage automobile, du japonais Yazaki, également spécialiste dans le même domaine», rappelle encore la même source.

L'autre spécialiste de la sous-traitance, l'équipementier automobile Trèves, spécialiste de l'intérieur du véhicule et de son environnement acoustique, et la fourniture des tapis de sol, ceux du coffre ainsi que les panneaux de portes a également été approché le groupe automobile français. L'autre sous-traitant est Plastic Omnium. Il sera en charge de fournir le réservoir puis la fabrication des pare-chocs par la suite. On apprend également que «20 fournisseurs locaux importants à terme figurent dans le plan de développement de l'usine PSA».





Proche-Orient

# Un émissaire de Trump explore le terrain israélo-palestinien

■ Le président palestinien Mahmoud Abbas a réitéré, mardi, son attachement à la solution à deux États, devant le représentant du président américain Donald Trump, qui effectue ses premiers pas sur le terrain du conflit israélo-palestinien.

Par Ali O.

Cet entretien à Ramallah, en Cisjordanie occupée, avec Jason Greenblatt, représentant spécial en charge des négociations internationales, est le premier face-à-face entre M. Abbas et un représentant de la nouvelle administration américaine. M. Greenblatt, qui s'est entretenu la veille pendant plus de cinq heures avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, explore prudemment les possibilités de ranimer le processus de paix moribond entre les deux protagonistes. Selon des sources diplomatiques américaines, M. Abbas a réaffirmé devant son interlocuteur que la solution à deux États continuait d'être «le choix stratégique des Palestiniens» tout en s'engageant à «empêcher la rhétorique enflammée et l'incitation à la violence», et à «créer un atmosphère propice à la paix». Mais M. Greenblatt s'est gardé d'évoquer cette solution, ont précisé les mêmes sources. En février, M. Trump a semblé prendre ses dis-

tances vis-à-vis de la solution à deux États, israélien et palestinien, coexistant en paix, qui reste la solution de référence de l'essentiel de la communauté internationale. M. Greenblatt a répété l'engagement de M. Trump à assurer la sécurité d'Israël et la volonté du président américain «d'aider Israéliens et Palestiniens à parvenir à une paix durable». Cela ne sera possible qu'à travers des «négociations directes», a ajouté M. Greenblatt, soulignant implicitement l'opposition de M. Trump à toute solution imposée par la communauté internationale. M. Greenblatt, avocat pendant deux décennies au sein du groupe Trump, a dans ses attributions les accords commerciaux en tous genres, et l'insoluble conflit israélo-palestinien. Avec lui, M. Trump a choisi, selon ses propres mots, l'un de ses conseillers «les plus proches», capable de «forger des consensus sur des dossiers difficiles et sensibles». Mais l'horizon a rarement paru plus sombre. L'effort de paix est moribond depuis l'échec de la dernière initiative américaine en

2014. M. Abbas et Netanyahu n'ont plus eu de rencontre publique substantielle depuis 2010. Vendredi dernier, M. Abbas a eu son premier entretien téléphonique avec M. Trump qui a pris ses fonctions en janvier. Le président palestinien lui a aussi réaffirmé son attachement à la solution à deux États. M. Trump a alarmé la direction palestinienne par ses déclarations très pro-israéliennes pendant sa campagne électorale, la promesse de déménager l'ambassade des États-Unis en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem et la nomination d'un supporter de la colonisation comme futur ambassadeur. La Maison-Blanche a aussi mis du temps à réfréner les ardeurs israéliennes quand M. Netanyahu a annoncé plus de 5 000 logements de colonisation en Cisjordanie dans la foulée de l'investiture de M. Trump. Ce dernier a fini par appeler M. Netanyahu à faire «preuve de retenue pour quelque temps». Seuls 9% des Palestiniens pensent que la présidence de M. Trump conduira à un renouveau de l'entreprise de paix, selon un sondage du Palestinian Center for Policy and Survey Research (PSR). Cinquante ans après l'occupation par Israël de la



PH. &gt; D. R.

Cisjordanie et de Jérusalem-Est, 60% des Palestiniens estiment que la solution à deux États n'est plus viable par la faute de la colonisation. Le gouvernement Netanyahu, considéré comme le plus à droite de l'histoire d'Israël, fait la part belle aux avocats de la colonisation, c'est-à-dire la construction d'habitations civiles israéliennes en territoires palestiniens occupés. Certains de ses membres prônent ouvertement l'annexion de la Cisjordanie. Après sa rencontre avec M.

Trump en février à Washington, M. Netanyahu avait indiqué avoir convenu avec l'administration américaine de mettre en place un mécanisme commun pour que la colonisation cesse d'être une pomme de discorde, comme ce fut le cas sous l'administration Obama. M. Greenblatt est chargé côté américain de la mise en place de ce mécanisme, mais Washington a prévenu qu'il ne fallait pas attendre de résultat spectaculaire de sa mission.



## Points chauds

Mise en examen

Par Fouzia Mahmoudi

François Fillon avait décidé, il y a quelques semaines, de devancer les annonces de la justice française concernant son éventuelle mise en examen, qui s'est par ailleurs concrétisée mardi. L'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy et actuel candidat officiel de Les Républicains, légitimé il y a près de trois mois par les élections primaires de la droite et du centre, dont il était sorti grand vainqueur, continue de son côté à clamer son innocence. Et si après une chute sévère dans les sondages, Fillon a réussi à remonter un peu et à se stabiliser, il est très loin du niveau auquel il était avant l'éclatement du scandale autour des emplois fictifs, supposés, de son épouse et de deux de ses enfants. Celui qui a devancé Marine Le Pen et qui était déjà annoncé comme le prochain président de la République française est aujourd'hui troisième derrière la candidate du FN et de Emmanuel Macron. Reste à savoir si sa mise en examen pour «détournement de fonds publics», «complicité et recel de détournement de fonds publics», «complicité et recel d'abus de biens sociaux» et «manquements aux obligations de déclaration à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique», annoncée mardi après-midi, provoquera une nouvelle baisse de confiance de la part des électeurs de droite. Et encore une fois Fillon joue l'offensive dans son dossier. Initialement prévue hier devant des juges d'instruction, son «audition a été avancée pour qu'elle se déroule dans des conditions de sérénité», a précisé l'avocat de Fillon, Antonin Lévy. Durant cette audition, le candidat à la présidentielle a refusé de répondre aux questions des juges. Il leur a toutefois fait une déclaration, a fait savoir son entourage. Dans cette déclaration Fillon dit que «la réalité» du travail de son épouse «est indéniable». «Cette réalité a été confirmée dans le détail par plusieurs personnes qui ont travaillé à ses côtés durant de nombreuses années», poursuit-il. Il énumère ensuite les tâches accomplies par son épouse. «De la gestion de mon courrier en lien avec ma secrétaire, à la tenue de l'agenda, mon épouse était présente aux événements locaux, aux inaugurations, manifestations sportives et culturelles dans la Sarthe, aux remises de décorations, son travail a pris de nombreuses formes». Fillon s'en prend ensuite aux juges : «Vous avez décidé de me convoquer de façon précipitée pour des faits remontant pour certains à près de vingt ans». Reste à savoir si cette stratégie sera payante et lui permettra au moins de pouvoir participer au second tour de la présidentielle. Si elle ne l'est pas, cela sera la première fois sous la V<sup>e</sup> République que sont absents du second tour les candidats officiels de la droite et de la gauche, rendant ce rendez-vous électoral d'autant plus exceptionnel.

F.M.

Turquie et Europe

## La crise n'en finit pas de s'envenimer

La crise diplomatique entre la Turquie et l'Europe s'envenime et Ankara a promis de «nouvelles mesures» contre La Haye après l'interdiction faite à deux ministres turcs de participer à des rassemblements pro-Erdogan aux Pays-Bas. Mardi, le président turc Recep Tayyip Erdogan a de nouveau éreinté les Pays-Bas en évoquant leur rôle dans le génocide de Srebrenica, en 1995 dans l'ex-Yougoslavie, et en promettant qu'il n'en resterait pas là avec La Haye. Maintenant la pression au risque de détériorer encore plus des relations déjà tendues avec plusieurs pays européens, M. Erdogan a estimé qu'un «oui» au référendum du 16 avril sur le renforcement de ses pouvoirs serait la meilleure réponse aux «ennemis» de la Turquie. Dans un discours à Ankara, M. Erdogan a promis de «nouvelles mesures» contre La Haye, après une série de sanctions diplomatiques annoncées lundi pour avoir empêché deux ministres turcs d'assister à des meetings de campagne de la diaspora turque. Il en a profité pour évoquer Srebrenica, enclave sous protection de Casques bleus néerlandais où quelque 8 000 hommes et garçons musulmans avaient été massacrés par les forces serbes de Bosnie, une affaire vécue comme un traumatisme aux Pays-Bas. «Nous connaissons les Pays-Bas et les Néerlandais par le massacre de

Srebrenica. Nous savons combien leur moralité (...) a été entamée par les 8 000 Bosniais qui ont été massacrés», a déclaré M. Erdogan. «Personne ne devrait nous donner des leçons de civilisation. Leur histoire est sombre, mais la nôtre est propre». Le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, a immédiatement réagi, qualifiant ces propos de «falsification nauséabonde de l'Histoire» et déplorant que M. Erdogan «continue à envenimer la situation». Lundi soir, la Turquie avait annoncé la suspension des rencontres au niveau ministériel avec les Pays-Bas et son refus de retour à Ankara de l'ambassadeur néerlandais, actuellement à l'étranger. «Nous avons commencé par des sanctions politiques, mais des sanctions économiques pourraient suivre», a menacé mardi le vice-Premier ministre turc, Numan Kurtulmus, sur la chaîne de télévision CNN-Turk. La Haye est un partenaire commercial et un investisseur clé pour la Turquie. Cette crise intervient alors que les Pays-Bas organisent hier des élections législatives où le parti du député islamophobe Geert Wilders est donné en deuxième place par les sondages. Pour sa part, le ministre allemand de l'Intérieur Thomas de Maizière a accusé mardi le pouvoir turc de chercher par ses «provocations» contre l'Europe à se poser «en victime» pour peser sur le résultat du référendum. L'Allemagne

a été la première, début mars, à s'attirer les foudres du président Erdogan après que des municipalités ont interdit à des ministres turcs de promouvoir le «oui» au référendum du 16 avril. Le chef de l'État turc a répliqué en accusant à maintes reprises Berlin d'user de méthodes «nazies». Le chef de la chancellerie allemande, Peter Altmaier, proche de la chancellerie Angela Merkel, a également haussé le ton mardi soir en menaçant d'interdire aux dirigeants turcs de se rendre en Allemagne. Dans le sillage de cette crise, l'État allemand de la Sarre (ouest), frontalier de la France, a décidé d'interdire à tout responsable étranger des réunions électorales sur son territoire.

Mardi, le ministère turc des Affaires étrangères a accusé l'Union européenne d'alimenter «la xénophobie et les sentiments anti-turcs» pour avoir enjoint Ankara la veille de «s'abstenir de toute déclaration excessive».

Il a estimé dans un communiqué que la déclaration de l'UE n'avait «pas de valeur».

Dans une interview diffusée lundi soir, M. Erdogan s'en était aussi pris personnellement à M<sup>me</sup> Merkel, l'accusant de «soutenir les terroristes», l'Allemagne abritant, selon lui, des militants de la cause kurde et des putschistes présumés impliqués dans le coup d'État avorté du 15 juillet 2016 en Turquie.



Inaugurée à Alger

# Une exposition de photos dédiée à la femme

■ La 5<sup>e</sup> exposition photographique internationale, une série d'œuvres d'une quarantaine de photographes représentant des portraits et des tranches de vies de femmes, a été inaugurée mardi à Alger.

Par Adéla S.

Organisée à la galerie «Baya» du Palais de la culture Moufidi-Zakaria par l'association «Focus», l'exposition intitulée «Une image, une femme» propose des clichés de photographes, amateurs et professionnels d'Algérie et de six autres pays.

Des photographes algériens, une quinzaine parmi les participants, présentent des clichés de femmes rurales, déclinés en portraits de femmes nomades sous leurs tentes, de bergères de l'Atlas saharien et de fermières immortalisées par Amel Mimouni, Nouar Hajajissa, ou encore Zahra Sobhi et suggérant la sagesse, l'espoir et le courage conjugués au féminin.

Outre la vie rurale, les objectifs de Harzallah Abada et de Kamel Elmerebi se sont, pour leur part, arrêtés sur des métiers d'artisanat comme le tissage, la vannerie et la céramique.

Plusieurs autres clichés proposent aux visiteurs un focus sur les tatouages et les costumes traditionnels de Kabylie, de l'Ahaggar, du Tassili N'Ajjer et de la région des Aurès, avec un clin d'œil particulier à l'Imzad, un ins-



trument de musique exclusivement féminin, et à la fête de la Sebiba, deux éléments classés au patrimoine mondial de l'humanité.

Des photographies de femmes sur des marchés populaires de pays africains sont également exposées par le Malien Moussa John et Oberdan Pagan d'Italie.

D'avantage intéressées par la

photographie d'art, Dihia Gaci (Algérie), Irina Luchinetz (Argentine), et Sandrine Le Royer (France) proposent des œuvres présentant un savant jeu d'ombre et de lumière, d'effets miroir, et d'autres montages artistiques reproduisant le mouvement.

Créée en 2012 à Béjaia par un groupe de passionnés de la photographie, l'association

«Focus» s'investit dans la promotion de cet art en organisant des ateliers de formation, des sorties photos et des échanges avec d'autres associations nationales et internationales.

L'exposition se poursuit jusqu'au 19 mars, avant d'entamer une tournée dans les villes de Béjaia, Biskra, Setif, Annaba, Bordj Bou-Arreridj et Tlemcen, selon les organisateurs.

## Festival interculturel du conte

### Formation de dix conteurs à Oran

Une dizaine de jeunes conteurs ont bénéficié d'une formation en art du conte dans le cadre du projet de préservation du patrimoine immatériel, a-t-on appris de l'association de promotion de la lecture «Le Petit lecteur», initiatrice du projet.

Organisé au complexe «Les Andalouses» d'Oran du 7 au 12 mars en cours, ce stage a été assuré par deux conteurs de France et de Grande-Bretagne, a indiqué la vice-présidente de l'association en marge du onzième Festival interculturel du conte ouvert lundi soir au hall du siège de l'APC d'Oran.

Cette formation, qui s'inscrit dans le cadre d'un programme financé par le ministère de

la Culture et l'Union européenne (UE), permettra aux jeunes de présenter des spectacles du conte populaire de leur production dans le cadre de cette manifestation, qui se poursuit jusqu'au 18 mars courant, a ajouté la conteuse Djamilia Hamitou.

La cérémonie d'ouverture du festival placé sous le slogan «Si le goul m'était conté» a été marquée par un cocktail de contes populaires présenté par des conteurs dont Mahi Seddik de Sidi Bel-Abbès.

Cette édition, à laquelle prennent part 25 conteurs, revêt cette année un caractère maghrébin. Aux côtés de conteurs algériens, deux de Tunisie, un du Maroc et un

autre de Mauritanie participent, pour la première fois, à ce rendez-vous annuel parrainé par l'APC d'Oran et initié par l'association «Le Petit lecteur».

Au programme du festival, des conteurs du Liban, de Syrie, de France, d'Espagne, du Congo, des Etats-Unis d'Amérique et du Cameroun, animeront des spectacles.

Les organisateurs ont prévu des halqas de narration de contes populaires aux établissements scolaires, au parc d'attractions «Ibn badis», aux bibliothèques d'Oran et aux centres culturels d'Oran, Sidi Bel-Abbès, Mostaganem, Tlemcen et Mascara.

Racim C.

## Conférence sur «le savoir et l'avenir»

### Mihoubi plaide pour «la sécurité culturelle»...

Le ministre de la Culture, L'Azeddine Mihoubi, a souligné, mardi à Alger, l'importance de la «sécurité culturelle» à l'ère de la mondialisation, et de «la modernisation de l'enseignement» à la lumière de la révolution technologique à laquelle assiste l'humanité.

Lors d'une conférence sur «le savoir et l'avenir», animée à l'Ecole nationale d'administration (ENA), M. Mihoubi a soutenu que la sécurité culturelle était «nécessaire» en cette ère de mondialisation et d'interaction

des cultures et des langues vu son importance dans la «protection» des spécificités culturelles locales et dans le développement national.

Le ministre a souligné la «nécessité» de tenir compte des avantages de la mondialisation comme les «connaissances exactes» qu'offrent le réseau internet et l'exploitation des langues porteuses de savoir, outre les techniques modernes et les méthodes d'enseignement développées.

M. Mihoubi a appelé, à ce

propos, à se concentrer sur l'avenir au lieu de «s'accrocher» au passé qui engendre des êtres confinés dans «l'isolement et la frustration».

Le ministre a en outre mis en exergue «l'importance de la modernisation de l'enseignement», citant l'exemple de certains pays développés qui ont adopté des méthodes modernes dans leur processus de développement et consacré d'importants budgets à ce secteur à l'instar de certains grands pays asiatiques.

M. Mihoubi a affirmé, dans ce

cadre, que les mathématiques «sont la clé du progrès technologique et scientifique dans n'importe quel pays», insistant sur la nécessité de compter sur les langues nationales dont le développement dépend essentiellement du savoir produit.

Le ministre a indiqué que la conférence visait à «inculquer aux élèves les nouvelles connaissances et à soulever certaines problématiques à même d'approfondir leurs connaissances...».

R. C.

## Rendez-vous culturels

**Palais des raïs, Bastion 23 (Bab El-Oued, Alger)**  
Jusqu'au 16 mars : Exposition de peinture de l'artiste Karim Beladjila.

**Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger**  
Jusqu'au 18 mars : Dans le cadre de la 1<sup>re</sup> édition de la Journée mondiale du design italien, expositions «Le Grand jeu de l'industrie» et «Le Design italien rencontre le design algérien».

**Mardi 31 mars :**  
Exposition de mangas à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la maison d'édition algérienne Z-Link.

**Café littéraire Le Sous-marin (Télémy)**  
Jusqu'au 18 mars : Exposition d'arts plastiques «Sneacatombes», par Sneak  
**Musée public national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie**

**Aujourd'hui à partir de 10h :**  
Conférences et ateliers sur la conservation et la restauration des œuvres d'art.

**Centre d'activités culturelles Abane-Ramdane (Rue Abane-Ramdane, Alger)**  
Jusqu'au 18 mars : Exposition de peinture par Yamena Zebda, Hahad Karima, Ferah Karima et El Kerba Nihad.

**Bibliothèque Multimédia Agha (Alger)**  
Jusqu'au 16 mars : Exposition collective de produits de l'artisanat (poterie, céramique, création de bijoux, décoration florale...).

**Galerie d'Arts Aïcha-Haddad (rue Didouche-Mourad, Alger)**  
Jusqu'au 30 mars : Exposition spéciale Journée de la femme, par Narimane Sadet Cherfaoui et Samia Boumerdassi.

**Galerie d'art Dar El-Kenz (Chéraga, Alger)**  
Du 18 au 31 mars : Exposition collective «Œuvres récentes» des artistes peintres Moussa Bourdine, Adlane Djefel, Moncef Guita et du sculpteur Nadjib Bensaid. Vernissage le samedi 18 mars à partir de 15h.

**Musée national Ahmed-Zabana (Oran)**  
Jusqu'au 31 mars : Exposition de peinture de l'artiste Hirech Boumediène.  
**Espacio España de l'Institut Cervantès d'Alger**

Jusqu'au 30 mars à 18h : Cycle de cinéma «Espace féminin», dans le cadre de la Journée internationale de la femme.

**Galerie Seen Art (Dély-Ibrahim, Alger)**  
Jusqu'au 20 mars : Exposition collective «Substance», animée par les sculpteurs Merzouk Bellahcen, Arezki Mezahem et Zaki Sellam.

**Galerie d'arts La Baignoire (Alger-Centre)**  
Jusqu'au 25 mars : Exposition de photographies d'art «La Roma la ntouma» (Ni Rome ni vous), par le photographe Oussama Tabiti.



## Coup-franc direct

«Après moi le déluge»

Par Mahfoud M.

Les membres de l'AG qui tentent le forcing pour faire capoter la candidature de Zetchi et s'opposent donc au changement font dans la politique de la terre brûlée et ne s'intéressent donc pas à l'avenir de la balle ronde nationale. Pour eux, l'expression «après moi le déluge» sied bien à leur situation, étant donné que la préservation de leurs intérêts est tout ce qui les intéresse car ils savent que ce changement leur sera fatal. En déclarant qu'il s'attaquera à plusieurs chantiers, Zetchi s'est fait des ennemis qui ne pensent maintenant qu'à la manière de le dégommer et d'ouvrir la voie pour rester dans leurs positions. Pourtant, certains d'entre eux ne cessent de déclarer qu'ils ne pensent pas rester, mais cela n'est que de la poudre aux yeux étant donné qu'ils ne lâcheront jamais ce trésor qu'ils ont entre les mains, sachant qu'il leur sera difficile de survivre en dehors du football. Arriver jusqu'à négocier l'introduction «forcée» dans le bureau de Zetchi, montre que ces présidents ne manquent pas de culot et ont un double visage. Aplaventrisme qu'ils étaient sous le règne de Raouraoua, ils se découvrent comme par hasard une âme de révolutionnaires prêts à changer le monde.

M. M.

Ligue II (25<sup>e</sup> journée)

### Le PAC à l'aise, l'USMB pour se relancer

LE LEADER de la Ligue II Mobilis, le Paradou AC, sera à l'aise pour cette 25<sup>e</sup> journée vu qu'il reçoit à domicile la formation de l'A Boussaâda qui ne devrait pas lui créer de problèmes. Les coéquipiers de Benyoucef souhaitent effacer la dernière contre-performance et défaite face à l'ASMO en renouant avec le succès lors de cette rencontre qui se déroulera au stade de Dar El Beida, face à une équipe qui voyage mal cette saison. Pour sa part, l'USM Blida tentera d'exploiter les sorties difficiles de ses concurrents pour l'accession et essayer de se relancer dans la course en prenant le dessus sur la formation de l'ASMO. Revenant dans leur antre du stade des frères Brakni, les gars de la ville des Roses tenteront de faire de leur mieux pour se reprendre après le nul face aux voisins du WAB et donc de se replacer sur le podium. Toutefois, les Bliédiens devront faire très attention face à cette équipe oranaise qui ne se laissera certainement pas faire aussi facilement et qui fera tout son possible pour réussir une belle performance lors de cette sortie. De son côté, l'US Biskra qui a repris son fauteuil de dauphin lors de la précédente journée

tentera de garder encore une fois, en réussissant un résultat probant en déplacement à Mascara face au Ghali local. Certes, la mission ne sera pas de tout repos pour les poulains de Zeghdoud, mais ces derniers restent déterminés à réussir cette sortie déterminante pour leur parcours. La JSM Béjaïa, malgré sa dernière défaite à Bordj Bou-Arréridj, ne désespère pas de revenir en force dans la course à une place lui permettant d'arracher le billet d'accession. Pour cela, il lui faudra bien négocier son deuxième déplacement consécutif, cette fois-ci à Saïda où le MCS l'attendra de pied ferme. Les gars de la vallée de la Soummam savent qu'ils n'auront pas d'autre choix que de revenir avec les trois points du succès s'ils souhaitent rester dans la course à la remontée.

**Le programme :**

**Vendredi 17 mars à 15h :**

- MCEE-ASK
- CRBAF-ASO
- JSMS-CABBA (16h)
- MCS-JSMB
- PAC-ABS
- USMB-ASMO (Samedi à 15h30)
- RCA-WAB
- GCM-USB

Championnat national «juniors» de judo

### La compétition le 17-18 mars à Sétif

LE CHAMPIONNAT national «juniors» de judo se déroulera les 17-18 mars courant à Sétif, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). «Outre les représentants des huit régions et les podiums de la saison écoulée, la participation sera ouverte aux athlètes du centre de regroupement et de préparation des équipes militaires (CREPESM)», a détaillé la FAJ. La direction technique nationale pourrait

également intégrer dans cette compétition des étoiles montantes du judo national, dont elle souhaiterait jauger les capacités en vue de les intégrer dans l'une des différentes sélections. L'instance fédérale a annoncé par ailleurs que le championnat national individuel de la catégorie «minimes», qui devait se dérouler les 24 et 25 mars courant à Alger, a été reporté à une date ultérieure.

## Coupe de la Confédération africaine/Renaissance (RDC)-MCA demain à 15h30

# Le Mouloudia pour composer son billet

■ Le Mouloudia d'Alger dispute demain après-midi la manche retour des huitièmes de finale de la Coupe de la Confédération africaine en affrontant la formation du FC Renaissance de la République du Congo (RDC) chez lui à Kinshasa.



Le MCA veut résister à Kinshasa

Par Mahfoud M.

Vainqueur au match aller (2/0) au stade du 5-Juillet d'Alger, le doyen des clubs algériens fera tout son possible pour confirmer ce résultat et réussir la qualification aux quarts de finale. Les Vert et Rouge, malgré cette avance quelque peu rassurante de deux buts, se doivent d'être très concentrés sur leur sujet pour éviter un naufrage qui leur coûterait l'élimination. Les poulains de Mouassa ne doivent pas commettre l'erreur de demeurer en défense et attendre les locaux qui exerceront une forte pression

pour remonter le score de l'aller. Le staff technique du Mouloudia devra opter pour une tactique mieux adaptée afin de réussir un bon résultat lors de cette sortie en procédant surtout par contre et en tentant de réussir au moins d'inscrire un but pour garder intactes ses chances de qualification. Toutefois, le club algérois sera en difficulté avec l'absence de deux pièces maîtresses, à savoir, Seguer et Demmou, tout deux blessés. Le staff technique aura un choix quelque peu limité pour remplacer ces derniers dans l'axe de la défense. Cette absence est certes pénalisante mais cela ne devrait pas les mettre

dans une situation difficile, surtout que l'équipe renferme des joueurs capables de les remplacer. Le coach Mouassa a été clair avec ses poulains et leur a demandé de rester concentrés sur leur sujet pour espérer bien négocier cette phase retour et revenir avec le billet de la qualification. Le driver des Vert et Rouge a affirmé redouter l'arbitrage lors de cette empoignade, mais a avoué que ses joueurs doivent éviter toute erreur qui pourrait leur être fatale. Il souhaite donc qu'il n'y ait pas de relâchement lors de ce match.

M. M.

Ligue I Mobilis (24<sup>e</sup> journée)

### L'ESS à l'épreuve du NAHD

Le leader de la Ligue I Mobilis, l'Entente de Sétif, sera face à un gros défi pour cette 24<sup>e</sup> journée puisqu'il affrontera au stade du 8-Mai 1945 de Sétif, la formation du Nasr d'Hussein-Dey qui revient en force ces derniers temps. Les Sétifiens doivent faire très attention à cette formation algéroise qui a réussi une très belle remontée au classement général et occupe la troisième place en compagnie du MCA et de l'USMA. Les poulains de Madoui savent ce qui les attend et se donneront à fond pour prendre les trois points du succès qui leur permettront de garder leur position comme leader. De leur côté, les Sang et Or feront tout pour revenir au moins avec le point du nul qui leur permettra de rester dans le sillage du leader et tenter d'améliorer encore plus leur classement en attendant d'épurer les matchs en retard. En l'absence des deux poursuivants du leader sétifien, à savoir, l'USMA et le MCA, qui seront occupés par la compétition africaine, c'est donc l'USM

Bel-Abbès qui tentera de se rapprocher plus et de reprendre cette deuxième place qu'elle avait perdue. Les gars de la Mekerra se doivent de l'emporter face à la formation redoutable du DRB Tadjenant à domicile s'ils souhaitent garder intactes leurs chances de jouer les trouble-fête pour la course à une place sur le podium, même si cela ne sera pas une sinécure pour eux. Le CR Belouizdad qui a du mal à se replacer croisera le fer avec le RC Rézilane qui revient en force et qui est pratiquement sorti de la zone de truculence, en attendant de confirmer dans le reste des rencontres de cette phase retour. Les gars du Chabab sont décidés à l'emporter à domicile pour se réconcilier avec leurs fans, déçus des résultats de leur team. Le CS Constantine qui tient coûte que coûte à assurer son maintien en Ligue I, sera à l'épreuve de l'O Médéa où rien ne va plus, surtout avec la série des mauvais résultats enregistrés par les hommes de Slimani. Les Constantinois sont condam-

nés à l'emporter s'ils souhaitent quitter la zone rouge et pour cela ils doivent jeter toutes leurs forces dans la bataille lors de ce match. Enfin à Béjaïa, le Mouloudia local sera en appel face à l'USM El Harrach qui reste décisif dans la course au maintien. Les gars de Yemma Gouraya se doivent de l'emporter s'ils souhaitent s'en sortir, ce qui ne sera pas facile devant des Banlieusards avides de revanche et qui souhaitent se relancer après une série de contre-performances.

Mahfoud M.

**Le programme :**

**Vendredi 17 mars :**

- MOB-USMH (16h à huis clos)
- ESS-NAHD (18h)
- Samedi 18 mars :**
- CRB-RCR (15h)
- CSC-OM (16h)
- DRBT-USMBA (16h)
- Matchs reportés :**
- JSS-MCA
- USMA-CAB
- MCO-JSK

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Mimac dans la FAF

## Raouraoua, expert en manip'

**SOUVENT**, trop souvent même, la Fédération de football s'illustre par des sorties dignes de figurer dans les annales les plus illustres des micmacs qui éclaboussent l'image même du sport et ce qu'il est censé représenter comme noble valeur. Mais cette fois-ci, le bouchon a été poussé trop loin par le report (certes en respect du règlement, mais très tardif) de l'AG élective. Cette volte-face a été confortée par la levée de boucliers sournoise contre la candidature de Zetchi, l'unique homme qui s'est proposé en postulant successeur de Raouraoua. Ce dernier n'a laissé dans le doute que les naïfs quant à sa volonté de se maintenir à son poste, en se gardant bien sûr de l'annoncer et se poser ainsi en messie pour sauver le bateau sans chef. Bateau qui, soit dit en passant, a été coulé sport et biens par ce même homme, grand intrigant devant l'éternel. En effet, la débâcle des Verts à la dernière Coupe d'Afrique, dérouté qui aurait suffi à ce que ce responsable démissionne de lui-même et se cache ad vitam aeternam n'est pas le seul haut fait d'armes des ravages causés à l'instance dirigeante de notre sport-roi. C'est que Raouraoua y a introduit, à coups de privilèges indûment octroyés et des promesses multiformes, une mentalité calamiteuse chez les membres de l'AG de

la FAF. Pire qu'un esprit d'assisté, il a réussi, en expert en manipulations à inculquer en eux une attitude de larbinisme, pour en faire des suivistes lui obéissant au doigt et à l'œil, surtout au doigt... La FAF joue actuellement son avenir, sa survie même, sous l'œil vigilant de la FIFA et il y va du futur du football dans notre pays. Soit le laisser entre les mains d'un fossoyeur qui a prouvé devant Dieu et ses créatures ses capacités de nuisance et sa compétence dans le seul nivellement qu'il connaisse, celui par le bas, ce croquemort n'étant évidemment que le nommé Raouraoua. La balle, au sens propre, celle du football est désormais dans le camp des âmes bien nées (il existe encore, Dieu merci, une majorité silencieuse au sein de la FAF) qui peuvent encore manifester un sursaut d'honneur pour sauver le football et l'extirper de ces mains malsaines. Les supporters des Verts sont en grande attente d'un grand changement qu'ils fêteront comme aux lendemains du triomphe d'Oum Dormane. Sinon, les supporters seraient conviés à une procession funèbre du football algérien, si le testament déjà écrit sous forme de candidature de Raouraoua n'est pas, pacifiquement mais fermement, jeté aux oubliettes.

Nadir S.

Documents du foncier

## Mise en place d'une base de données numérisée

**UNE BASE** de données numérisée des documents de la conservation foncière sera mise en place à partir de la semaine prochaine, a annoncé, hier à Alger, le ministre délégué auprès du ministre des Finances, chargé de l'Economie numérique et la Modernisation des systèmes financiers, Moutassem Boudiaf. Lors de la cérémonie de signature d'un protocole d'accord entre l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) et le Centre national du registre du commerce, M. Boudiaf a précisé qu'il sera procédé à partir de la semaine prochaine à la numérisation de l'administration du domaine de l'Etat, dans le volet de la conservation foncière. Les conservations foncières relevant de l'administration du domaine

de l'Etat comptent à ce jour sur les archives physiques, ce qui entraîne un retard en matière de traitement des dossiers, notamment ce qui a trait au contrôle des biens fonciers des demandeurs de logements publics. Cette nouvelle procédure permettra de réduire les délais de contrôle effectué par le ministère de l'Habitat en vue de s'assurer de l'octroi de logements aux seuls citoyens ne possédant aucune propriété foncière. M. Boudiaf a indiqué que l'objectif de cette procédure est de «renforcer le caractère immatériel des transactions en recourant à des documents électroniques à travers le développement de l'économie numérique en Algérie».

Hania G.

## Rechute du prix du pétrole



Louvis

Djalou@hotmail.com

Au Centre et dans l'Est du pays

## Six casemates, six bombes et deux canons détruits

■ Six casemates pour terroristes, deux canons de confection artisanale et six bombes ont été détruits, mardi à Bouira, Boumerdès, Bordj Bou-Arreridj et Skikda, par des détachements de l'Armée nationale populaire, a indiqué, hier, le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Slim O.

«**D**ans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire ont détruit le 14 mars 2017 à Bouira, Boumerdès, Bordj Bou-Arreridj et Skikda, six casemates pour terroristes, deux canons de confection artisanale et six bombes», précise le MDN. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détache-

ments de l'ANP, en coordination avec des éléments des douanes «ont appréhendé, à Oran, et Tlemcen, six narcotrafiquants et saisi une importante quantité de kif traité s'élevant à 549,85 kilogrammes». De même, un autre détachement de l'ANP «a arrêté à Béchar quatre narcotrafiquants et saisi une autre quantité s'élevant à 500 kilogrammes». A Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, des détachements de l'ANP «ont saisi un camion, cinq véhicules tout-ter-

rain, 12 tonnes de denrées alimentaires, 3 800 litres de carburant, 17 détecteurs de métaux et 5 groupes électrogènes», tandis que d'autres détachements de l'ANP «ont mis en échec, près des frontières à El-Oued, des tentatives de contrebande 240 000 unités de produits pyrotechniques». D'autre part, 39 immigrants clandestins de différentes nationalités «ont été appréhendés à Oran, Tlemcen, Tiaret et Béchar», rapporte également le MDN. S. O./APS

Logements au CFPA Younès-Lekhel du chef-lieu de Béjaïa

## Les travailleurs réclament l'application d'une décision de justice

**L**es travailleurs du CFPA Younès-Lekhel du chef-lieu de wilaya sont en grève illimitée depuis le début de la semaine. La grève est conduite par le Syndicat national des travailleurs de la formation professionnelle (Sntfp). Ces derniers réclament la prise en charge de leurs préoccupations socioprofessionnelles et dénoncent par là même «les agissements irresponsables et l'indifférence du directeur de wilaya de la formation professionnelle». La reprise de la protestation a été entérinée par de la section Sntfp dudit CFPA, à l'issue de l'assemblée générale des travailleurs de cet établissement, tenue le 6 mars dernier. «Lors de cette réunion, nous avons salué les efforts du ministère de tutelle

visant l'amélioration des conditions des travailleurs du secteur. Mais nous avons déploré le laisser-aller du DFP qui tarde à régler les situations pendantes, malgré ses engagements», lit-on dans la déclaration de la section syndicale du Sntfp. Les grévistes se sont rassemblés avant-hier devant le CFPA, réclamant l'intervention urgente des autorités de wilaya. Ils ont réclamé «la tenue d'une assemblée générale en présence de l'ensemble des chefs de services de l'établissement et exigé le règlement définitif du dossier des six logements qui reviennent de droit aux travailleurs du CFPA Younès-Lekhel dont deux ont été affectés à deux fonctionnaires ne faisant pas partie de l'effectif de l'établissement». Par ailleurs, ils

réclament de la direction du CFPA «l'application du jugement de restitution des logements de fonction». Les travailleurs exigent également «une meilleure prise en charge pédagogique» et «la rénovation du chauffage de l'établissement». «Bien que des millions ont été déboursés pour réparer le chauffage, les stagiaires internes continuent de souffrir du froid», a-t-on déploré. Pour rappel, un représentant du ministère de la Formation professionnelle s'est réuni, fin 2016, avec une délégation des travailleurs du CFPA pour trouver une solution au dossier épineux des six logements, mais le problème reste pendant.

H. Cherfa